

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les dimensions géopolitiques des conflits dans les « Balkans de l'Eurasie » : Vers un nouveau « Grand Jeu » en Asie Centrale ?
2. Commandant (Air) Philippe MIGNAN (France)
3. avril 2005
4. Division B
5. Mémoire de géopolitique
6. Suite à l'effondrement de l'U.R.S.S., une nouvelle ère s'est ouverte pour les républiques fraîchement indépendantes d'Asie Centrale. 15 années plus tard, cette région du Monde n'a pas achevé sa transition de sortie de l'époque post-soviétique et n'est toujours pas stable. De multiples sources de tensions et d'instabilité demeurent : trafics divers, problèmes de l'eau et de l'environnement, tensions ethniques, corruption, violation des Droits de l'Homme, radicalisation latente de l'islam, incapacité et manque certain de volonté politique de mise en place de vraies réformes économiques, sociales et politique par les gouvernements en place. A cela s'ajoutent les rivalités internes et internationales que crée l'attraction des potentialités de réserves énergétiques de la région. A cette situation déjà très incertaine quant à l'avenir de la région s'est superposé le choc des attentats du « 11 Septembre » qui s'est traduit par l'entrée fracassante des Etats-Unis dans la région par l'intermédiaire des opérations menées contre l'Organisation Al Qaeda et le régime taliban afghan qui la soutenait dans le cadre de la guerre totale engagée contre le terrorisme. La Russie, considérant toujours l'Asie Centrale comme faisant partie de sa sphère d'influence privilégiée (« son ventre mou ») a vécu bon gré mal gré cette incursion américaine dans le Heartland. L'influence chinoise dans la région s'est intensifiée. Tous ces évènements se sont conjugués pour donner naissance à une agitation économique, politique et diplomatique des Grandes Puissances sans égal dans la région. Très vite, les théories des deux précédents siècles des géopoliticiens traditionnels ont refait surface. Ces tensions et ces enjeux se déroulant aux frontières des mythiques Heartland et Rimland ont très vite réactivé l'hypothèse selon laquelle on assistait peut-être à un nouveau « Grand Jeu » analogue à celui qui avait opposé dans cette même région Russie tsariste et Empire britannique à la fin du XIX^e siècle. L'absence de pouvoir dominant exclusif et les velléités géopolitiques de puissances extérieures à l'encontre de l'Asie Centrale, plongée elle dans un enchevêtrement de difficultés politiques, économiques et sociales ont concouru à soutenir l'idée que cette

région et celle du Caucase présentaient des caractéristiques similaires aux Balkans européens et justifiaient dès lors de se voir attribuer l'appellation de « Balkans de l'Eurasie » par Brzezinski dans son ouvrage « Le grand échiquier » en 1997. Mais l'hypothèse séduisante de nouveau « Grand Jeu » résiste relativement mal à une étude plus approfondie qui met davantage l'accent sur les motivations à court voire à moyen terme de la majorité des Grandes Puissances engagées dans cette région.

7. Géopolitique, Asie Centrale, « Grand Jeu ».



DIMENSIONS GEOPOLITIQUES DES CONFLITS DANS LES « BALKANS DE L'EURASIE »

Vers un nouveau Grand Jeu en Asie Centrale ?

Mémoire de géopolitique
du commandant Philippe MIGNAN
dans le cadre du séminaire « Validité des théories du XIX^e siècle »

Directeur : Monsieur Philippe CONRAD

Avril 2005

Les dimensions géopolitiques des conflits dans les « Balkans de l’Eurasie » :
Vers un nouveau « Grand Jeu » en Asie Centrale ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : CADRAGE GEOPOLITIQUE

Géopolitique intérieure de l’Asie Centrale

L’Asie Centrale : un avenir incertain menacé d’instabilité

Les impacts de la guerre au terrorisme en Asie Centrale

DEUXIÈME PARTIE : VERS UN NOUVEAU « GRAND JEU » ?

Enjeux des « Trois Grands » en Asie Centrale

Vers une renaissance des théories de MacKinder en Asie Centrale ?

INTRODUCTION

Bien qu'il soit difficile de trouver dans le monde un endroit qui n'ait pas été affecté par les Evénements du « 11 Septembre », les conséquences en sont particulièrement cruciales pour l'Asie Centrale. L'intérêt s'est brutalement focalisé sur cette région alors que ses Etats et ses populations continuaient à se débattre depuis plus de 10 ans avec les conséquences de l'effondrement de l'U.R.S.S. et de leur accès à l'indépendance. Même si la proximité de l'Afghanistan n'avait pas été un catalyseur suffisant pour cet intérêt stratégique grandissant, le fait que cette région recèle quelques des plus importantes réserves mondiales connues en pétrole et gaz lui avait déjà attiré une notoriété conséquente. Bien que l'intérêt pour cette région ne paraisse que récent, l'histoire enseigne le contraire. Depuis toujours, elle a servi de carrefour entre l'Europe et l'Asie, entre d'innombrables vagues de migrations. Des empires se sont édifiés puis écroulés, le plus connu étant celui de Tamerlan, tartare se réclamant descendant du mongol Genghis Khan, qui étendit son influence jusqu'aux portes de l'Europe occidentale à la fin du XIV^e siècle. Après la mort de Tamerlan en 1405, la région connut au long des siècles plusieurs influences extérieures, les plus notables étant celles qui opposèrent Russes et Britanniques dans ce que Kipling appela « le Grand Jeu » . Aujourd'hui, l'Asie Centrale est en renaissance, non seulement vis-à-vis de l'extérieur mais aussi vis-à-vis de la prise de conscience de son importance. Bien sûr, nul ne prédit à la région l'avènement d'un pouvoir tel que celui qu'elle a pu connaître sous Tamerlan six siècles auparavant. Néanmoins, les réserves d'hydrocarbures laissent rêver les pays de cette région à la possibilité d'exercer une influence mondiale, inespérée au moment de leurs indépendances. Très vite, les théories des géopoliticiens traditionnels ont refait surface. Ces tensions et ces enjeux se déroulant aux frontières des mythiques Heartland et Rimland ont très vite conduit certains à penser que l'on assistait peut-être à un nouveau « Grand Jeu » à l'instar de celui qui avait opposé dans cette même région Russie tsariste et Empire britannique à la fin du XIX^e siècle. Depuis 1991, l'absence de pouvoir dominant exclusif et les velléités géopolitiques de puissances extérieures à l'encontre de l'Asie Centrale, plongée elle dans un enchevêtrement de difficultés politiques, économiques et sociales ont concouru à l'idée que cette région et celle du Caucase présentaient des caractéristiques similaires aux Balkans européens et justifiaient dès lors de se voir attribuer l'appellation de « Balkans de l'Eurasie » par Brzezinski¹. Mais l'hypothèse séduisante de nouveau « Grand Jeu » résiste

¹ BRZEZINSKI Zbigniew, Le grand échiquier, 1997

relativement mal à une étude plus approfondie qui met davantage l'accent sur les motivations à court voire à moyen terme de la majorité des Grandes Puissances engagées dans cette région.

PREMIÈRE PARTIE : CADRAGE GEOPOLITIQUE

1.1. GEOPOLITIQUE INTERIEURE DE L'ASIE CENTRALE

1.1.1. Cadrage géographique et historique

Formée des 5 républiques du Kazakhstan, du Tadjikistan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Turkménistan, l'Asie Centrale dispose d'une superficie égale à la moitié de celle des Etats-Unis et d'une population en 2004 de 56 millions d'habitants d'origines et de religions diverses. Elle est bordée à l'ouest par la mer Caspienne. De là, elle s'étend vers l'est sur plus de 2.400 kilomètres, rencontrant peu d'obstacles naturels avant la chaîne montagneuse des « Tien Chan » qui, en Chine occidentale, se déploie vers le sud-ouest jusqu'à l'Himalaya, en constituant la majeure partie du Tadjikistan et du Kirghizstan avant de bifurquer au sud vers l'Afghanistan. Le reste de la région, qui borde sa frontière méridionale, devient un désert qu'occupe le Turkménistan. Les terres en Asie Centrale sont généralement constituées de steppes qui courent depuis les déserts et montagnes du sud jusqu'à la taïga russe qui forme la frontière nord de cette région. Celle-ci se présente le plus souvent comme une vaste plaine. Le sol, quoique fertile, souffre d'un climat continental peu propice à la plupart des cultures. Ainsi, les habitants de cette région ont souvent été des populations nomades. Les principaux fleuves sont l'Amu Dar'ya et le Syr Dar'ya qui s'écoulent jusqu'à la mer d'Aral. Les zones où l'eau se fait trop rare retournent à l'état de désert, ce qui est le cas au Turkménistan. Le climat, sans aucune influence océanique, est éprouvant, avec des températures allant de + 50° degrés celsius à - 40. Mais, s'il est loin d'être idéal pour l'agriculture, le sol détient de très importantes richesses minérales en plus de ressources en pétrole et gaz. Presque tous les métaux stratégiques peuvent être trouvés, surtout dans les montagnes du sud et de nouveaux gisements restent à découvrir. Comme on pouvait s'y attendre, la géographie de la région a beaucoup influencé son histoire et son développement. Avec en fait peu de frontières naturelles, cette région a été sujette aux influences de nombre de peuples qui l'ont traversée au fil des siècles. Les Mongols depuis l'est, les Perses depuis le sud, les Turcs depuis le sud et l'ouest, les Slaves au nord ont tous dominé à un moment ou à un autre une partie plus ou moins importante de cette région, se

mélangeant aux populations locales et apportant ainsi leur contribution aux cultures existantes ; les envahisseurs arabes aux X^e et XI^e siècles apportant avec eux l’Islam qui continue à être la religion dominante dans la région, bien que sa pratique y soit beaucoup moins radicale que dans d’autres parties du Monde.

1.1.2. Des états enclavés : situation

1.1.2.1 l’Ouzbékistan

Il se veut une puissance régionale. Officiellement, il se déclare en quête d’une identité « ouzbékistanaise » égale pour tous mais il cultive une préférence ouzbek². Il alterne l’espoir d’amélioration économique et le spectre de la menace islamique³. La fermeture de frontières, jusqu’à leur minage, entretient un sentiment de dernier rempart contre l’islamisme. Il se sent responsable de la sécurité de l’Asie Centrale comme l’a montré sa position suite au « 11 Septembre ». Sa stratégie pour affronter l’islamisme se durcit et cela a de nombreuses conséquences⁴. La transition depuis l’ère soviétique présente des réussites économiques mais aussi un bilan négatif dans les autres domaines. L’Ouzbékistan qui peine à s’intégrer dans la communauté internationale, développe un modèle qu’il souhaite spécifique fondé sur sa particularité orientale, résiste à l’extérieur en développant des alliances contradictoires pour conduire ainsi une vraie politique isolationniste. Le régime impose une dictature héritée des traditions soviétiques et de l’Asie Centrale. Il promeut un développement économique sans réforme démocratique. La réponse que le pouvoir apporte face à la menace islamique fera partie des points développés plus loin dans ce mémoire en raison du rôle particulier de cet Etat. Le régime actuel est un des régimes au monde les moins respectueux des droits fondamentaux⁵. L’économie est au service de la stabilité sociale⁶. Mais le « 11 Septembre » a ouvert quelque peu ce pays au Monde et lui a permis de prendre conscience du coût économique à payer pour se passer d’importations. A l’instar de l’économie, la politique étrangère est elle aussi au service de la stabilité interne⁷. Même s’il est membre de nombreuses organisations internationales⁸, l’Ouzbékistan privilégie en réalité les relations bilatérales, seules garantes à ses yeux de résultats pour afficher son rôle déterminant pour la stabilité de cette région en tentant d’imposer une

² 80% de la population

³ entretenue depuis la guerre civile au Tadjikistan en 1992 et les attentats de 1999, 2000 et 2003 sur son territoire

⁴ tension accrue avec les états voisins, radicalisation croissante d’une partie encore marginale de la population

⁵ Au nom de la lutte anti-terroriste, le pouvoir interdit toute forme d’opposition, l’institution religieuse étant de facto « nationalisée » et la liberté d’expression n’existant pas

⁶ Ce pays a adopté une politique prudente de réformes économiques visant à cette stabilité et s’efforce à renforcer l’autosuffisance. Mais, à l’identique du système soviétique, l’isolement vis-à-vis des marchés mondiaux entraîne un accroissement des coûts et de l’inefficacité mettant ainsi en péril cette politique économique de gains à court terme

⁷ Après avoir affirmé que seuls des éléments extérieurs menaçaient sa sécurité (par exemple, la guerre civile au Tadjikistan), l’Ouzbékistan a fini par reconnaître que l’état social interne constituait lui une possible menace, celle-là intérieure. Le « 11 Septembre » a néanmoins rendu quelque peu plus légitime la politique répressive choisie par le pouvoir ouzbek.

⁸ OSCE, Partenariat pour la Paix de l’Otan, Organisation de Coopération de Shanghaï, etc...

domination régionale exploitant les faiblesses de ses voisins.⁹ Il fait des efforts appuyés pour affirmer à tout prix sa souveraineté. L'ambiguïté de ses relations avec la Russie en est une illustration. Il a en effet quitté le Pacte de Sécurité Collective de la C.E.I.¹⁰ mais a rejoint l'Organisation de Coopération de Shanghai et malgré les accords bilatéraux fructueux avec les Etats-Unis suite au « 11 Septembre », il s'attache à maintenir dans la région un équilibre géostratégique avec la Russie et la Chine. Son nouveau rôle géostratégique depuis le « 11 Septembre » laisse entrevoir une sortie de ce pays de sa position isolationniste. Ses relations avec la Russie et le Tadjikistan pourraient évoluer singulièrement. De même, une ouverture politique et sociale interne pourrait se dessiner afin d'associer son nouveau rôle régional géostratégique auprès de la communauté internationale.

1.1.2.2 Kazakhstan

Il occupe une place particulière : c'est le plus vaste état d'Asie Centrale et avec le plus de population russe¹¹. Il doit se reconstruire une identité en raison d'une population hétérogène et de deux principales religions (islam et christianisme) avec comme atout essentiel ses réserves d'hydrocarbures. Il a la volonté de promouvoir l'eurasisme en donnant l'image d'un carrefour des civilisations russe, turque et chinoise sans basculer vers le panturquisme et le panslavisme. Cela permet de préserver les relations avec la Russie et de s'ouvrir vers l'Asie. Mais aussi en parallèle, il pose sa volonté d'affirmer l'identité de la population d'origine kazakh. L'absence de revendications territoriales de Moscou plus la politique de centralisation autoritaire et le transfert de la capitale d'Almaty vers Astana (dans le nord du pays en zone russophone) ont prévenu une crise de désintégration du pays en contrôlant ainsi mieux la « zone russe ». Ce pays reste marqué par deux fractures : géographique nord / sud et socio-économique Russes / Kazakh¹². L'Etat présente un bilan mitigé¹³. Au plan économique, le Kazakhstan n'est certainement pas ce « Léopard des Neiges » qu'il déclare vouloir être¹⁴. Depuis l'indépendance, sa production économique a chuté de 40%¹⁵. Il prône une stratégie fondée sur des accords

⁹ Ainsi, il ferme sa frontière avec le Tadjikistan, fait part de velléités d'expansion à l'encontre du Kazakhstan et du Kirghizstan

¹⁰ dans le but de développer une politique indépendante vis-à-vis de la Russie et d'exercer lui-même une influence dans la région

¹¹ 30% de la population totale en 2000

¹² Les Kazakhs sont majoritaires mais répartis inégalement, le départ de populations slaves (départ de 1,5 millions de personnes) ne freine pas ce phénomène. A cela s'ajoutent la croissance démographique des Kazakhs au sud et le relatif dépeuplement au nord. Par ailleurs, la diminution générale de la population (un million en dix ans), les villes au nord plus particulièrement affectées par l'effondrement du système soviétique entraînant ainsi une tendance à la désurbanisation auront des répercussions importantes.

¹³ La paix civile semble acquise ; il n'y a pas de mouvements séparatistes à l'inverse de nombre d'autres pays d'Asie Centrale ; il demeure néanmoins un mécontentement des russes qui s'estiment écartés du pouvoir devant une politique de « kazakhisation » des structures de l'Etat. Le népotisme et le clientélisme nuisent au bien-fondé de l'apparent régime démocratique et renforcent la corruption. Les pouvoirs du Parlement et de la Justice sont minimisés par le régime. Il existe un monopole quasi-familial qui s'exerce aux plus hauts niveaux de responsabilité.

¹⁴ Même s'il a voulu promouvoir son modèle de développement économique propre, il a en fait adopté une stratégie semblable à la plupart des pays de la région en phase de transition suite à l'ère soviétique. Il a voulu promouvoir son propre choix de libéralisation économique. En fait, plus qu'un choix, c'était une nécessité car il était primordial que les investissements étrangers se subsituent dans l'économie kazakh aux capitaux soviétiques. Il n'en reste pas moins vrai que le système économique reste frappé par les maux classiques : corruption, inefficacité et existence de pénuries.

¹⁵ Seules l'agriculture céréalière et les industries extractrices (secteurs minier, métallurgique et bien sûr pétrolier) ont échappé à cette chute. Ce secteur pétrolier draine la majeure part évidemment des investissements étrangers. Néanmoins, le paradoxe de la pénurie de produits raffinés au Kazakhstan demeure en raison de la vétusté de son industrie de raffinage. Cette dépendance du secteur extractif rend l'économie du Kazakhstan très vulnérable. De plus, le Kazakhstan reste tributaire de la Russie pour la majorité de ses exportations et importations. Ainsi, les liens entre ces deux

multilatéraux avec celle d'un maintien des liens avec la C.E.I. Entre autres, ce maintien de liens avec la Russie est motivée par des questions de défense, la Russie s'engageant pleinement dans la défense militaire contre la Chine. Le Kazakhstan cherche toujours à promouvoir un rôle de leader dans une intégration régionale renforcée au sein de la C.E.I. des Etats de cette région. Ainsi, il est amené à développer des liens ambigus avec la Russie : il doit collaborer avec elle pour des raisons économiques et de défense mais il cherche à s'écarter de la main-mise russe grâce aux relations multilatérales. Il recherche une coopération avec toutes les Grandes Puissances, la Russie mais également les Etats-Unis et la Chine ; il a aussi signé le Partenariat pour la Paix avec l'OTAN en 1995 ; en 2001, il a également signé un accord de partenariat énergétique avec les Etats-Unis mais en 2002, il signait avec Moscou des accords assurant pour longtemps le transit de son pétrole par le territoire russe ; mais, en signant le traité de Shanghai dès 1996, il voulait déjà promouvoir un modèle de sécurité asiatique qui maintenait ainsi l'équilibre entre ses différents partenaires.

1.1.2.3 Kirghizstan

Enclavement et faibles ressources ont amené le Kirghizstan, pays montagneux¹⁶ à multiplier les partenariats avec la communauté internationale. Sa population est multiculturelle¹⁷. Le pays est très pauvre avec 64% de la population sous le seuil de pauvreté, un effondrement des systèmes sociaux et une chute de l'activité industrielle. L'économie du Kirghizstan apparaît très dépendante¹⁸ et ressemble ainsi aujourd'hui à celle d'un pays en voie de développement. A long terme, le Kirghizstan risque de glisser vers une dépendance accrue vis-à-vis de Moscou et la question de l'impossibilité de son émancipation devient cruciale de plus que les investissements étrangers stagnent en fait depuis 1999. Aujourd'hui, les dépendances du Kirghizstan sont donc bel et bien nombreuses. Il se heurte à des difficultés pour asseoir une politique extérieure crédible. C'est un pays qui reste faible tout en étant confronté à de nombreuses menaces. Il est entouré de deux géants (Russie et Chine) mais doit aussi faire face aux prétentions d'hégémonie régionale de l'Ouzbékistan et aux différents mouvements transnationaux et islamiques. Il est soumis à des menaces extérieures liées à divers contentieux avec ses voisins, contentieux liés aux tracés des frontières. Face à l'ensemble de ces menaces, à ses faiblesses et son enclavement géographique, il s'est engagé dans une démarche de

pays ne se dessèrent pas réellement ; l'oléoduc CPC (Caspian Pipeline Consortium entre le nord-ouest du Kazakhstan et le port russe de Novorossisk sur la mer Noire) en service depuis 2001 illustrant à titre d'exemple cette dépendance.

¹⁶ 90% du territoire sont à plus de 1500 mètres d'altitude

¹⁷ en 1999, 65% de kirghizes et 12,5% de russes (20% en 1989)

¹⁸ Avant 1991, elle était très intégrée à l'U.R.S.S. (96% du commerce kirghize avec elle). Donc, cela laissait sous-entendre une sortie problématique de l'ère soviétique augmentée des difficultés liées au manque de ressources naturelles de ce pays (seule l'eau peut être considérée comme une richesse de ce pays). La mise en place d'une économie de type libérale fut très chère à payer par la population. Afin d'attirer les investissements étrangers, le Kirghizstan a cherché à s'ouvrir à l'extérieur mais a négligé de s'attacher à une réforme profonde de son économie. En

coopérations régionales et internationales mais sans vision à long terme bien définie. Ainsi, il a rejoint le Pacte de Sécurité Collective au sein de la C.E.I.¹⁹, l'O.S.C.E., le Partenariat pour la Paix de l'OTAN pour ne citer qu'eux. Les attentats du « 11 Septembre » ont renforcé la coopération avec l'Occident, le stationnement de forces américaines et européennes sur le territoire kirghize étant l'aspect le plus visible. Le Kirghizstan est aujourd'hui dans une situation délicate. L'administration du président Askar Akaev s'était quant à elle axée sur une concentration des leviers du pouvoir et si la « Révolution des Tulipes »²⁰ vient tout juste d'ouvrir une lueur d'espoir démocratique, c'est bel et bien la crise économique et sociale qui freine toute possibilité d'avènement d'un état souverain.

1.1.2.4 Turkménistan

C'est le pays de la région qui souffre de l'image la plus négative dans le monde. Il demeure le plus fermé d'Asie Centrale à toute évolution. Un nationalisme turkmène exacerbé, un pouvoir autoritaire illimité du président, l'absence totale d'alternative politique en sont les marques les plus franches. L'exception turkmène est utilisée par le pouvoir à des fins d'affirmation d'une identité politique. Le pouvoir exalte aussi un sentiment de « turkménité » susceptible de toucher l'ensemble des turkmènes vivant en Iran, en Turquie et en Afghanistan. Il impose aux musulmans (90% de la population) un modèle propre d'Islam traditionnel totalement opposé aux tentations radicales. Néanmoins, le Turkménistan doit calmer ses aspirations turkmènes vis-à-vis de la Russie tant il reste dépendant de Moscou pour ses exportations. La politique d'isolationnisme qu'il a développée ne pourra résoudre les problèmes d'enclavement de cet état ; la Russie semble le seul acteur fort vis-à-vis de ce pays. L'économie turkmène repose quasi intégralement sur ses capacités d'exportation de gaz²¹. Au niveau diplomatique, bien que membre de la C.E.I., le Turkménistan a développé une politique de « neutralité perpétuelle » lui permettant ainsi de refuser toute participation aux opérations post-« 11 Septembre ». Cette neutralité semblerait jouer en faveur d'une relative stabilité. Mais cette stabilité ne reste qu'apparente. Sur le plan extérieur, la Russie pourrait constituer une menace dans la mesure où elle contrôle les exportations de gaz turkmène. Sur le plan intérieur, la

10 ans, la production s'est effondrée de 30%. L'agriculture a particulièrement souffert. Fer de lance de l'économie avant 1991, elle est passée d'une agriculture industrielle à une agriculture vivrière. La production industrielle a quant à elle chuté de plus de 50% en 10 ans.

¹⁹ prouvant son attachement à Moscou avec par exemple le stationnement de forces russes à Kant

²⁰ L'opposition s'empare le 24 mars 2005 du siège du pouvoir abandonné par le président Askar Akaev

²¹ ce sont la seule source de survie et seule solution a priori pour contrer les difficultés économiques inhérentes aux pays en voie de transition d'un modèle soviétique vers les modèles libéraux. Le système économique ex-soviétique n'a pas été réformé suite à un manque de volonté de tendre vers un modèle libéral mais a fait place à un modèle économique turkmène très opaque et inefficace qui a entraîné une chute inquiétante de la production (40% dans les 10 ans qui ont suivi l'indépendance). Seule la production gazière progresse depuis 1999. Cette dépendance vis-à-vis du gaz devient par ailleurs cruciale car son exportation reste problématique. Et là, la Russie reste incontournable. Seules 10% de ces exportations, en transitant par l'Iran, échappent à un trajet via la Russie. Tout dépend ainsi de l'accord de Moscou de laisser ou non l'exportation du gaz turkmène possible. L'état de dépendance est tel que le Turkménistan doit vendre son gaz à des pays de la C.E.I. souvent insolubles (Ukraine, Géorgie, Azerbaïdjan).

menace islamique reste crédible malgré la répression étatique. La politique étrangère du Turkménistan repose sur un équilibre pragmatique entre « neutralité perpétuelle » et développement des exportations de gaz. Cette politique a deux objectifs : attirer les investissements étrangers et rechercher les échanges commerciaux permettant l'accès aux mers chaudes en entretenant des relations économiques avec la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan, essentiellement dans le but de trouver des débouchés à ses exportations de gaz et d'échapper à la main-mise russe. Néanmoins, la solution immédiate, en l'attente d'hypothétiques nouveaux gazoducs, réside dans la collaboration « forcée » avec Moscou. Son statut de « neutralité perpétuelle » n'empêche pas l'existence d'ambiguïtés : membre de la C.E.I., le Turkménistan est aussi membre de l'ONU et de l'OSCE mais il n'a pas intégré les organisations multilatérales dont sont membres généralement les autres Etats d'Asie Centrale. De nombreux contentieux frontaliers existent avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Une politique isolationniste et hostile est ainsi conduite à l'encontre des voisins d'Asie Centrale alors que les tentatives d'indépendance vis-à-vis de la Russie restent à ce jour un échec.

1.1.2.5 Tadjikistan

C'est le pays le plus pauvre de la C.E.I. Il est ressorti exsangue d'une guerre civile de 5 ans en 1997. Aujourd'hui, les divisions politiques, la loi des clans, le crime organisé s'ajoutent aux mouvements islamiques radicaux déstabilisateurs (M.I.O.²² et H.T.²³) pour ébranler ce pays et menacer par conséquent l'équilibre de toute l'Asie Centrale. Le Tadjikistan n'a pas d'identité nationale mais il s'y affirme plusieurs fortes identités régionalistes issues des recompositions inachevées que la chute de l'U.R.S.S. a provoquées²⁴. Aujourd'hui, il reste marqué par l'héritage soviétique et l'indépendance n'a fait qu'affaiblir l'Etat tadjik dominé par des élites locales peu soucieuses des intérêts nationaux et qui n'arrive pas à créer une unité nationale. De plus, il n'arrive pas à contrôler ses frontières²⁵. Malgré ces tensions, un semblant d'identité nationale et l'intégrité du territoire sont maintenus, ceci grâce à un régime autoritaire qui cherche à présenter à la communauté internationale une volonté de normalisation mais qui garde des structures politiques proches de celles de l'ex-régime soviétique. La transition vers une économie de marché a bien sûr été délicate, l'économie s'effondrant d'ailleurs à partir de 1997

²² Mouvement Islamique d'Ouzbékistan

²³ « Hizb-ut-Tahrir » (Parti de la Libération)

²⁴ Les Tadjiks en tant que groupe ethnique sont le produit de la politique soviétique des nationalités qui cherchait à constituer de force des nations. Ils ont ainsi été coupés de leurs liens avec le monde persan d'Afghanistan, d'Iran et d'Inde mais aussi d'avec les Ouzbeks. Les frontières définies arbitrairement sous l'ère soviétique ont ainsi séparé des Tadjiks ou alors intégré des populations non-tadjiks au Tadjikistan. Ainsi, le Tadjikistan est très loin d'être homogène : les Tadjiks parlant le tadjik, variante du persan, et pratiquant l'islam sunnite composent avec d'autres populations non persanophones, non sunnites et non musulmanes une mosaïque singulière que ne comble pas l'exode très fort des populations slaves vers la Russie et l'Ukraine depuis l'indépendance.

²⁵ Des accords en 1992 ont institué la garde de la frontière avec l'Afghanistan par des troupes de la C.E.I. sans pour autant stopper les infiltrations. De plus, des infiltrations du M.I.O. depuis le Tadjikistan (et l'Afghanistan) en Ouzbékistan et au Kirghizstan ont tendu les relations entre les états concernés, l'Ouzbékistan allant jusqu'à accuser le Tadjikistan de soutenir le M.I.O.

²⁶. Ainsi, le Tadjikistan reste lié à la Russie pour ce qui est des échanges économiques dont la plupart se font toujours avec la C.E.I. La localisation géographique du Tadjikistan en fait un nœud stratégique essentiellement pour la Russie qui cherche ainsi à maintenir sa présence en Asie Centrale et à s'apprêter à un possible nouveau « Grand Jeu » dans la région avec les Grandes Puissances. La sécurité nationale du Tadjikistan est ainsi assurée par la présence militaire russe dont le mandat court aujourd'hui jusqu'en 2009. La guerre civile a longtemps empêché le Tadjikistan de développer des relations avec les pays éloignés de son environnement géographique immédiat. Ce sont les relations intra-C.E.I. qui dominent la politique étrangère du Tadjikistan qui craint les mouvements ethniques et islamiques et les velléités indépendantistes dans la vallée de Ferghana, au nord de l'Afghanistan et dans le Xinjiang chinois. En rejoignant l'Organisation de Coopération de Shanghai, il affirme son désir de stabilité en Asie Centrale. Le rapprochement entre l'Ouzbékistan et les Etats-Unis après le « 11 Septembre » renforce l'alliance entre Russie et Tadjikistan. Si les Etats-Unis ont cherché un allié dans cette région, les puissances régionales telles que Turquie, Iran, Pakistan et Arabie Saoudite cherchent à maîtriser l'islam en Asie Centrale alors que le Tadjikistan est devenu le refuge de plusieurs organisations transnationales et/ou islamiques. L'incapacité tadjik à éradiquer ces menaces sert par ailleurs de prétexte à la Russie pour maintenir une influence concrète au Tadjikistan. Si la Russie veut bel et bien stopper la menace terroriste et islamique sur le flanc sud de la C.E.I., elle cherche aussi à s'opposer à l'influence des puissances régionales musulmanes dans la région. Le Tadjikistan est entraîné dans les soubresauts de l'après « 11 Septembre » et demeure à ce jour réduit à l'état d'une sorte de protectorat international, loin donc de toute vraie indépendance.

1.2. L'ASIE CENTRALE : UN AVENIR INCERTAIN MENACE D'INSTABILITE

Il est indéniable que l'Asie Centrale fait face à un avenir incertain. Quels sont les problèmes importants qui se posent à la stabilité de l'Asie Centrale ?

L'effondrement de l'U.R.S.S. fit ressortir de nombreuses tensions ethniques, politiques et territoriales. Assez vite, des conflits provoquèrent rapidement la question des réfugiés, entre autres celles des minorités contraintes de quitter leur « république d'accueil » (même les élites russophones, occupant de hautes responsabilités dans ces nouveaux états, furent touchées par ce phénomène). Les gouvernements d'Asie Centrale se sont très rapidement avérés trop faibles

²⁶ Les atouts économiques du Tadjikistan sont limités. S'il dispose de ressources minérales, leur exploitation est coûteuse. Si 50% de ses besoins en énergie sont fournis par son hydro-électricité, le Tadjikistan est intégralement dépendant pour les combustibles et les crises récentes affectent toujours l'équilibre délicat de ses échanges quasi-obligatoires avec ses voisins d'hydro-électricité contre combustibles. L'économie tadjik a toujours été dépendante de l'agriculture. Ainsi, la crise actuelle de cette agriculture a des conséquences sévères.

pour contrer ces conflits et ce sont des structures associant organisation traditionnelle sociale (les clans), les restes des organes de l'ère soviétique et les milieux associés à la criminalité organisée qui très vite prévalurent. Néanmoins, il vient d'être vu que certains états ont mieux réussi leur transition vers le statut d'état indépendant²⁷. Tous ces gouvernements ont néanmoins été incapables de répondre aux aspirations de leur population. La crise afghane donne le prétexte pour juguler toute opposition politique et/ou religieuse. Au lieu de rechercher toute coopération régionale, ils ont préféré s'accuser mutuellement de tous les maux. Aujourd'hui, plusieurs éléments d'instabilité menacent l'Asie Centrale.

1.2.1 Enjeux énergétiques exacerbés

Concernant les ressources énergétiques, les réserves prouvées de pétrole de la Caspienne et des pays d'Asie Centrale représentent 2 à 4% des réserves mondiales ; les mêmes réserves possibles, le tiers des réserves prouvées du Moyen-Orient. Les réserves de gaz sont comparables à celles d'Amérique du Nord. Un temps considéré comme un nouvel Moyen-Orient, les prévisions ont été par la suite beaucoup plus mesurées. Des découvertes récentes au Kazakhstan (et en Azerbaïdjan) relancent l'intérêt. Ce sont aujourd'hui plusieurs firmes, parfois étrangères qui exploitent sous forme de consortiums les gisements. Ces gisements ont attiré l'attention des pays voulant diversifier leur approvisionnement. De par leurs proximités, leurs exploitations attirent des pays comme la Chine, voire l'Inde.

Mais tirer profit de ces ressources impose au préalable de se retrouver confronté à plusieurs problèmes. Les conditions d'exploitation sont tout d'abord difficiles. Le transport de ces ressources induit des enjeux politiques et économiques importants. L'exploitation en mer Caspienne rencontre les plus importantes difficultés et elle est également compliquée par l'incertitude du statut juridique de cette mer intérieure. Sans des accords précis entre les états concernés sur leurs droits respectifs en mer Caspienne, l'exploration et l'exploitation restent parfois hasardeuses. Compte tenu des potentiels de ressources, la conclusion d'un accord entre les cinq états riverains (Kazakhstan, Russie, Azerbaïdjan, Iran et Turkménistan) semble lointaine pour sortir de l'impasse juridique.

La question de l'exportation des ressources énergétiques d'Asie Centrale demeure au cœur des rivalités. Géographiquement, cette région est enclavée. Les pipelines doivent traverser au moins un pays voisin avant d'accéder aux marchés mondiaux. Le coût de production d'un

²⁷ Ainsi, le Kazakhstan semble offrir les plus belles perspectives d'avenir, le Turkménistan demeure l'un des pays les plus fermés, l'Ouzbékistan tarde à profiter d'un potentiel de développement important et dans un contexte économique catastrophique, le Tadjikistan et le Kirghizstan demeurent parmi les plus pauvres du monde

baril de pétrole de la mer Caspienne est déjà élevé par rapport à celui du Moyen-Orient ou même de Sibérie. Dès lors, la construction d'oléoducs permettant de contourner les zones à risques et/ou à s'assurer un transit à son avantage, aggrave cet aspect financier au vu des investissements quelque peu hasardeux qui seraient nécessaires. Néanmoins, les perspectives d'accroissement ont encore continué à justifier négociations d'accords commerciaux internationaux et investissements étrangers. Mais comme les pays d'Asie Centrale font reposer toutes leurs économies nationales sur les ressources énergétiques, les conséquences sont souvent terribles pour l'environnement et l'ensemble du développement économique de ces pays repose sur des ressources qui bien entendu seront un jour épuisées.

1.2.2 Trafic de drogue

L'Afghanistan continue à être le premier producteur et exportateur mondial de drogue. Bien que cette drogue transite en plus grande partie par l'Iran et le Pakistan, les frontières de l'Asie Centrale restent largement perméables et ce malgré la mise en place des mesures unilatérales de contrôle de ces frontières instaurées par les Etats d'Asie Centrale. De plus, un nouveau problème est apparu dans le sens où la consommation de drogue dans les pays d'Asie Centrale, du fait indirect de ce transit et des difficultés des populations, augmente fortement. La corruption au sein des autorités qu'entraîne ce trafic obère toute efficacité à une lutte organisée dans les pays d'Asie Centrale. Les conséquences de la drogue sont énormes. Elle participe fortement à une économie souterraine, à une criminalité importante, au développement du SIDA et de maladies associées à sa consommation aggravant les difficultés des systèmes de santé de ces pays. Sans développement économique et social de la région, aucune solution ne se dégage pour résoudre ce problème.

1.2.3 Instabilité afghane chronique

Le conflit afghan-soviétique a eu et a toujours des conséquences dévastatrices pour l'Asie Centrale. Tout d'abord, il est bon de se souvenir que la majorité des troupes soviétiques était originaire des actuelles républiques d'Asie Centrale. Ce conflit a provoqué des exodes importantes de réfugiés vers l'Asie Centrale, principalement vers le Tadjikistan, et a initialisé ou renforcé le trafic de drogues et d'armes dans la région. Par la suite, le régime taliban a souvent été accusé par les républiques d'Asie Centrale d'être la cause des problèmes de la région (menaces terroristes, problème des réfugiés, divers autres trafics). Enfin, la réponse américaine en Afghanistan aux attentats du « 11 Septembre », si elle a bien abattu le régime taliban, n'a pas encore entraîné la mise en place d'un régime assez fort pour réduire les facteurs d'instabilité afghans internes ayant des répercussions sur la région. La situation en Afghanistan a permis aux

états d'Asie Centrale de soutirer des aides militaires, économiques et diplomatiques aux Etats-Unis et à l'Europe. Ils ont aussi réussi à faire classer par les Etats-Unis certains mouvements extrémistes comme des organisations terroristes (comme par exemple le M.I.O.). Même si ce M.I.O, opérant aussi en Afghanistan, a perdu beaucoup au niveau membres et soutien durant « Enduring Freedom », il constitue encore une menace pour les raisons évoquées plus loin dans ce mémoire.

1.2.4 Les différents frontaliers

Les états d'Asie Centrale restent incapables d'assurer leurs frontières, frontières définies arbitrairement dans les années 1930 par l'U.R.S.S. Par exemple, le contrôle de la frontière séparant Tadjikistan et Afghanistan est réalisé sous autorité russe. Au lieu de coopérer pour rétablir la sûreté de leurs frontières, les Etats d'Asie Centrale ont adopté des mesures unilatérales (système de visa, nouveaux tarifs douaniers) qui ont affecté la vie des populations et les économies locales. L'Ouzbékistan a miné des portions de ses frontières avec le Kirghizstan et le Tadjikistan. Ces mesures ne font qu'obérer toute coopération entre ces états et accentuer les tensions entre populations.

1.2.5 Activisme islamique et Droits de l'Homme bafoués

L'Islam détient un rôle majeur en Asie Centrale car c'est la principale religion. Traditionnellement, il est resté en Asie Centrale apolitique ; le wahhabisme, sa branche radicale originaire d'Arabie Saoudite, n'y étant presque pas soutenu.

Un risque d'extrémisme islamique ne peut cependant pas être écarté en Asie Centrale. En effet, l'actuelle situation économique et politique dans les Etats de la région (démocratisation pénible à émerger, droits de l'Homme non respectés, volonté de réformes de tous types très rarement suivie d'effets) représente un potentiel attrayant pour le radicalisme islamique en laissant les populations sensibles aux appels de ce type d'extrémisme.

Les états d'Asie Centrale ont profité de la guerre au terrorisme comme prétexte aux mesures de maintien de l'ordre interne, quitte souvent à porter atteinte aux Droits de l'Homme et ce même à l'encontre des mouvements modérés au prétexte que ces derniers pourraient devenir opposés et menaçants. Le groupe « HT » est devenu le mouvement islamique le plus influent en Asie Centrale en raison des difficultés du M.I.O. suite à l'Opération « Enduring Freedom ». Mouvement déclaré dangereux par les gouvernements d'Asie Centrale, même s'il ne bénéficie pas encore d'un fort appui populaire, il voit son influence se développer. Son but est de rétablir un califat dans la région regroupant tous les musulmans, but qui présente de plus

des motivations islamiques de par sa volonté de faire tomber le gouvernement ouzbek. Sans mise en place de réformes profondes par les états d'Asie Centrale dans les domaines socio-économiques et politiques, de tels mouvements gagneront en partisans, voire en membres.

1.2.6 Risques écologiques

Plusieurs problèmes liés à l'environnement cohabitent dans la région. Les risques liés à l'eau sont ceux qui présentent le caractère le plus exarcebé. Les deux grands fleuves (Amu Dar'ya et Syr Dar'ya) détiennent l'essentiel des ressources en eau de la région. Sur les 56 millions d'habitants de l'Asie Centrale, 35 dépendent de cette unique source d'eau douce. Durant l'ère soviétique, les systèmes intensifs d'irrigation et les barrages mis en place, s'ils participèrent par exemple à permettre à l'U.R.S.S. de devenir exportatrice de coton, épuisèrent les affluents des deux fleuves, entraînant une des plus grandes catastrophes écologiques contemporaines : « l'assèchement » progressif de la Mer d'Aral qui a perdu les 3/4 de son volume en 80 ans. L'effondrement de l'U.R.S.S. contribua à faire de l'eau un nouveau facteur d'instabilité dans la région. Le coût de l'entretien des barrages a conduit certains états (Tadjikistan et Kirghizstan) à faire payer l'eau utilisée en aval par d'autres pays (Kazakhstan et Ouzbékisztan), ce qui entraîna rapidement à de nouvelles sources de tensions régionales. Comme pour la drogue, le problème de l'eau ne semble pas pouvoir se résoudre rapidement. Ce désastre de la Mer d'Aral ne doit en plus pas masquer les autres problèmes écologiques ²⁸.

1.3. LES IMPACTS DE LA GUERRE AU TERRORISME EN ASIE CENTRALE

1.3.1. Islam et extrémisme sont-ils liés en Asie Centrale ?

Il est indispensable d'explorer les questions ayant trait aux éventuels liens entre sources d'instabilité et d'extrémisme dans la région et le rôle des Etats-Unis concernant leurs possibles intérêts stratégiques et à long terme dans cette dernière. En recherchant les hypothétiques champs de bataille contre le terrorisme en Asie Centrale, à cause d'événements récents (attentats de début 2004) et de facteurs historiques, l'Ouzbékistan apparaît comme le pays le plus sensible. Deux principales explications peuvent être avancées : d'une part, l'explication qu'affiche le gouvernement ouzbek d'une violence liée à l'extrémisme islamique [par exemple

²⁸ Les sols présentent une salinisation et une alcalinisation marquées dues à une irrigation mal conçue ; la pollution par engrais chimiques et rejets industriels perdure ; le problème des retombées des essais biologiques et chimiques menés sous l'ère soviétique sur l'île de Vozrozhdeniye en mer d'Aral reste à traiter ; enfin la montée des eaux de la mer Caspienne (phénomène naturel mal expliqué qui devrait entraîner entre 1980 et 2010 une hausse du niveau de cette mer intérieure de quatre mètres !) est plus qu'inquiétante.

du M.I.O ou de l'organisation H-T supposés entretenir des liens plus ou moins étroits avec Al Qaeda] ; d'autre part, une violence liée à des opposants au régime actuel ouzbek.

Néanmoins, il demeure que ces attaques présentent un caractère islamique clair, peut-être dûes à une nouvelle organisation ayant tendance à se former et se reformer continuellement sans présenter les caractéristiques de groupes établis solidement. Ces attaques se sont essentiellement limitées à des attaques contre les forces de police ouzbek et ne présentent en aucunement les caractéristiques et formats des attentats attribués à Al-Qaeda. Néanmoins, il est indéniable qu'elles sont d'origine islamique.

Alors que l'activité islamique au Kazakhstan et au Kirghizstan peut-être considérée plus comme un facteur irritant pouvant éventuellement devenir une menace pour la stabilité et la sécurité de ces Etats, l'Ouzbékistan est le pays d'Asie Centrale où se focalise la menace islamique. Beaucoup dépendra de la manière dont il réagira à cette menace. Tous les scénarii de réponse de cet état sont néanmoins très dépendants de la capacité de son économie à supporter une maîtrise à long terme de cette menace terroriste. Il est intéressant aussi d'analyser les cibles attaquées par le terrorisme en Ouzbékistan. A l'heure actuelle, il n'y a pas visé les intérêts occidentaux mais s'est concentré sur les forces de police, élément symbole de tout gouvernement. Néanmoins, l'utilisation récente de terroristes suicides peut s'avérer efficace pour ces organisations dans la mesure où elle draîne l'attention et peut ainsi induire un cycle infernal de violence et de répression. Malgré tout, il faut garder à l'esprit qu'à ce jour, rien ne permet de lier ces attentats directement à Al Qaeda. Les groupes en Ouzbékistan sont capables d'évoluer et de se réorganiser très rapidement et ils ne se sont pas initialement développés comme des organisations anti-américaines. Les réelles causes de ces attaques et de la montée de l'instabilité en Ouzbékistan sont en fait à rechercher plutôt dans la lente dégradation depuis 15 ans du tissu socio-économique de cet état et de ses effets sur une politisation de l'Islam. Les détériorations des conditions économiques et un manque d'emploi certain entraînent des migrations, spécialement de jeunes hommes, ce qui a pour influence de dégrader les coutumes traditionnelles qui soutiennent un Islam apolitique et la stabilité sociale et donc de créer un climat plus propice aux montées d'un islamisme radical et d'une forte instabilité sociale potentielle. Par ailleurs, la corruption systématique parmi la police est omniprésente. Pour une extension large du mouvement islamique en Asie Centrale, il manque une cohésion, une organisation beaucoup plus structurée et un leader charismatique. Seule la coopération entre les Etats-Unis et l'Ouzbékistan dans la sécurité du contrôle des frontières permet à ce jour de limiter les flux incontrôlés d'armes. Bien avant l'islamisme politique, les rivalités inter-claniques,

surtout dans les élites ouzbeks, sont sûrement les vraies sources d'instabilité politique. Elles ont un important effet en freinant les réformes économiques. Les conséquences économiques ont été désastreuses, favorisant l'insatisfaction sociale et l'opposition islamique. Un coup d'état dû aux luttes inter-claniques en Ouzbékistan est aujourd'hui plus probable qu'une mobilisation accrue de l'activisme islamique, au moins à court terme.

Pourquoi l'émergence d'un extrémisme islamique est-elle devenue possible en Asie Centrale ? Ce n'est pas seulement l'effondrement de l'URSS qui a laissé un vide idéologique mais principalement les faibles conditions économiques de ces états. Même s'il y a peu de fanatiques extrêmes (à l'exception de certains membres de HT), les sympathisants parmi la population sont plus importants en nombre. Les luttes d'influence internationales laissent aux états d'Asie Centrale une certaine marge de manœuvre entre ces puissances et leur permet indirectement d'esquiver leurs réels problèmes, à savoir les problèmes économiques. L'économie de l'Ouzbékistan est la question la plus préoccupante, avant les réformes politiques et les droits de l'Homme. Toutes les aides internationales devraient se focaliser sur l'économie en intégrant le fait qu'il restera impossible de changer les gouvernements en place.

L'Ouzbékistan est peu susceptible de devenir une cible pour des organisations de l'envergure d'Al Qaeda mais il pourrait devenir une région centrale de cette guerre au terrorisme, de la même façon que certaines régions d'Afghanistan et du Pakistan. L'idéologie d'Al Qaeda ne se focalise pas sur l'Asie Centrale qui reste pour cette organisation une région peu familière et très éloignée. A ce jour, il semble que les faibles tentatives de transformation politique et sociale engagées depuis 15 ans freinent insuffisamment la montée d'une sympathie et d'un support au radicalisme et à l'extrémisme islamiques. Même si les événements de début 2004 ne sont pas dirigés directement contre l'Occident, ce dernier devrait s'engager vers les gouvernements d'Asie Centrale, principalement celui d'Ouzbékistan, afin de prendre en compte le soutien croissant à l'Islamisme et l'utilisation du terrorisme dans cette région.

1.3.2. Impact de la présence occidentale en Asie Centrale sur l'Islam

Quant à la présence américaine et européenne en Asie Centrale et son impact sur l'Islam, il est important d'étudier les facteurs qui sont susceptibles de contribuer à l'instabilité régionale et au changement de perception américaine de l'Ouzbékistan. Bien qu'actuellement, il n'y ait pas de sentiment anti-américain fort en Ouzbékistan, de nombreux ouzbeks musulmans pensent que le gouvernement américain permet au gouvernement ouzbek de persécuter les musulmans.

Si la présence militaire américaine en Asie Centrale était perçue comme associée aux abus du régime ouzbek, cela rendrait les intérêts américains dans cette région vulnérables à de futures attaques de groupes extrémistes. Concernant l'aspect militaire, les Etats-Unis ont des bases au Kirghizstan et en Ouzbékistan, fournissent une assistance économique au Tadjikistan²⁹. La base américaine en Ouzbékistan est implantée à Khanabad mais à l'inverse de Manas, elle est isolée des zones peuplées et n'a pratiquement aucune influence sur l'économie locale. Les bases américaines dans le monde ont bien plus un impact psychologique que physique; si en Asie Centrale, elles devaient être perçues comme un soutien aux régimes politiques, alors elles pourraient devenir des cibles pour des terroristes islamiques.

Deux facteurs principaux sont à prendre en compte dans toute analyse de source d'instabilité potentielle en Asie Centrale. Le premier est l'attente grandissante jamais satisfaite des espoirs des peuples. Ce facteur est prédominant en Asie Centrale car l'effondrement de l'URSS avait laissé l'espoir aux populations d'une amélioration sensible de leurs conditions de vie mais elles doivent faire face bien au contraire à une montée de l'appauvrissement. Le second facteur est celui des clans en Asie Centrale. L'Etat en Asie Centrale se conçoit difficilement sans luttes inter-claniques pour s'emparer du pouvoir et en tirer avantage. Des clans se retrouvent écartés de cette lutte, souvent des clans issus des zones rurales pauvres et c'est à l'intérieur même de ces clans que l'Islamisme pourrait s'implanter.

L'implication de ces deux facteurs est clair pour l'Occident : s'impliquer uniquement dans les droits de l'Homme et la réduction de la pauvreté sera insuffisant si l'on veut stopper les ressentiments anti-occidentaux dans la région. Si l'on interroge sur d'éventuelles attaques terroristes contre les USA, on s'aperçoit qu'elles pourraient être issues des couches de la population qui se sentent écartées des relations que les USA établissent avec ce qui s'avère n'être en fait que les clans les plus forts. Il faut absolument que les USA maintiennent la pression sur le gouvernement ouzbek afin qu'il s'affranchisse des luttes inter-claniques. Il y a maintenant plus de 10 ans que les Etats-Unis ont développé des relations avec l'Ouzbékistan mais l'espoir chez la population ouzbek que ces relations promeuvent la démocratie dans leur pays s'est peu à peu évanoui. Le « 11 Septembre » a dramatiquement changé les relations entre ces deux pays. L'Ouzbékistan est en effet devenu aux yeux des USA un partenaire stratégique³⁰ et s'est affirmé comme candidat « idéal » pour le statut de puissance régionale. Sa volonté

²⁹ A titre d'exemple, le loyer que paient les USA au gouvernement kirghize pour la base de Manas équivaut à presque 2% du PIB kirghize !

³⁰ Cet état, avec 25 millions d'habitants et d'importantes richesses naturelles, est bien le seul pays d'Asie Centrale (et de la C.E.I. avec la Russie) à avoir le sens d'une destinée géopolitique. Il est également favorisé par le fait qu'il est le seul pays d'Asie Centrale à ne pas avoir de frontière commune avec la Chine et la Russie et par sa relative homogénéité ethnique. Le seul autre pays d'Asie Centrale avec un poids démographique et économique comparable est le Kazakhstan, mais pays encore très dépendant et proche de Russie

affirmée de s'éloigner de la tutelle russe et de devenir un pivot régional a incité les USA à considérer la possibilité d'un rapprochement. Ainsi, en mars 2002, une déclaration de partenariat stratégique fut signée entre les deux pays où les USA s'engageaient à réaliser des actions au profit de réformes politiques et économiques et des droits de l'Homme. Même lorsqu'il n'existe pas de justification au terrorisme en Asie Centrale, des gouvernements répressifs excluant le développement économique et laissant l'exclusion sociale se renforcer forment un terreau très favorable à l'enracinement du terrorisme.

Le M.I.O n'a jamais eu beaucoup de membres actifs et il est très probable que la chute du régime Taliban en Afghanistan l'a privé d'un soutien essentiel et que ses membres se cachent dorénavant dans les hauteurs d'Afghanistan et du Pakistan. Le danger réside aujourd'hui beaucoup plus dans le nombre de sympathisants existants dans la population ouzbek. L'organisation H-T, bien que prônant la non-violence, peut être considérée comme inquiétante mais ne représente pas à l'heure actuelle une menace violente au régime.

Il est très largement estimé que le régime d'Ouzbékistan prétexte d'un danger surestimé de ces organisations islamiques pour justifier ses actions sur l'opposition politique et religieuse. Tant que les Etats-Unis soutiendront ce régime, ils courront le risque d'être perçus par la population ouzbek comme anti-islamique. Il y a des implications régionales sécuritaires de cette situation en Ouzbékistan. Il y a des membres de l'organisation H-T dans beaucoup d'autres pays d'Asie Centrale et les gouvernements respectifs ont depuis les attentats d'Ouzbékistan début 2004 accru sur eux la pression. Il y a donc un risque que la situation en Ouzbékistan contamine les autres pays d'Asie Centrale pour les raisons évoquées supra.

Une des solutions pour casser la supériorité clanique de certains en Asie Centrale serait pour les Etats-Unis d'obtenir des renseignements très fiables sur l'organisation des différents clans et ainsi par exemple de diversifier la passation des contrats commerciaux avec les groupes n'appartenant pas à l'élite clanique des états en question, ceci bien sûr en évitant de s'attirer l'opposition des gouvernements en place noyautés par les clans forts. Par ailleurs, s'appuyer sur les Organisations non gouvernementales pour promouvoir la démocratie mais aussi aider à trouver des moyens pour ne pas laisser sur le bas-côté certains groupes de populations d'Asie Centrale pourrait permettre de conjurer la montée d'un Islamisme politique.

DEUXIEME PARTIE : VERS UN NOUVEAU « GRAND JEU » ?

2.1. ENJEUX DES « TROIS GRANDS » EN ASIE CENTRALE

2.1.1. Objectifs et intérêts particuliers des « Trois Grands »

Les stratégies des grands acteurs externes à l'Asie Centrale restent dominées par les pratiques des vrais acteurs à stratégie globale : les Etats-Unis, la Russie et la Chine.

Depuis l'effondrement de l'U.R.S.S, la possibilité d'un nouveau « grand jeu » en Asie Centrale, à l'identique de celui qui avait opposé la Russie tsariste et l'Angleterre impériale au XIX^e siècle, devient difficile à négliger. Les trois grandes puissances ont des intérêts, parfois fortement affectés par les répercussions des attentats du « 11 Septembre 2001 ». Suite à ces attentats, qui ont induit l'entrée des USA en Asie Centrale, l'intensification du débat s'est exacerbée. Pour comprendre la situation actuelle géopolitique dans cette région, il devient indispensable d'y analyser et d'y comparer les intérêts et objectifs américains, russes et chinois.

Il y aura parfois convergence de ces intérêts (lutte contre le radicalisme islamique et le trafic de drogue) et quelques développements récents contribuent à faire montre d'un certain optimisme face aux défis régionaux. Ainsi le rapprochement entre les USA et la Russie depuis le « 11 Septembre » illustre la volonté de coopération dans cette région de ces deux puissances dans des domaines tels la lutte contre le terrorisme ou le développement énergétique. Quant au rapprochement sino-russe à travers l'Organisation de Coopération de Shanghai, il démontre une volonté de ces deux états en matière de coopération dans le domaine de la « sécurité ».

Mais il reste que de nombreuses motivations divergentes existent et que la non-concordance des stratégies employées est parfois flagrante. Dès lors, l'Asie Centrale doit-elle être considérée comme un laboratoire de coopération entre puissances ou un lieu d'escalade de la compétition entre puissances pour l'hégémonie régionale et les ressources naturelles ?

2-11.1- Intérêts et objectifs des Etats-Unis

La pensée diplomatique américaine a été fondée sur une école réaliste qui tend à rechercher un monde reposant sur une bipolarité ; la multipolarité est considérée par cette diplomatie comme dangereuse. Ainsi, la pensée géopolitique américaine a adopté une position aux buts suivants : empêcher les rapprochements euro-asiatiques (pour cela, Washington cherche à attacher l'Union Européenne aux Etats-Unis, à créer un bloc euro-américain) ; contrôler les mers, repousser le Heartland russe ; enfin contrôler l'essentiel du pétrole mondial en faisant échec à l'unité régionale arabe (échec au nationalisme arabe), en conservant le contrôle des monarchies pétrolières et en contrôlant le pétrole irakien et iranien.

Au moment de l'indépendance des républiques centre-asiatiques en 1991, il y avait peu d'intérêt américain pour cette région. Mais à partir de 1994, à la signature de faramineux contrats entre des compagnies pétrolières américaines et le Kazakhstan (et l'Azerbaïdjan), la région attira l'attention des USA. Pour les USA, les ressources de la mer Caspienne devenaient une possibilité de réduction de la dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient et donc une source de diversification de son approvisionnement énergétique mondial.

Au début de l'Administration Clinton, l'objectif stratégique majeur américain vis-à-vis de la Russie était de démanteler l'arsenal nucléaire et l'appareil militaire soviétique et de les confiner à l'intérieur de la Russie. L'Asie Centrale ne jouait donc qu'un rôle marginal.

Mais le potentiel d'exploitation des ressources énergétiques de la Mer Caspienne entra vite en conflit avec les politiques étrangères américaine, russe et iranienne dans la région, entraînant par là-même la fin du rôle marginal de l'Asie Centrale aux yeux des USA.

Dès la détérioration des relations américano-iraniennes, les USA élaborent une politique orientée vers la construction d'oléoducs et gazoducs pour l'exportation du pétrole et du gaz caspiens. Les oléoducs devaient permettre d'acheminer les ressources du Caucase et de l'Asie Centrale vers les marchés mondiaux, de minimiser les liens avec l'Iran et de briser le monopole russe sur les voies existantes. Ces oléoducs³¹ devinrent un outil stratégique et une aide à l'activité commerciale régionale.

Les USA ont beau déclaré aujourd'hui que les ressources énergétiques caspiennes ne représentent pas leur principale motivation pour intervenir en Asie Centrale; c'est pourtant bien pour ces ressources, et non pas pour un autre objectif géostratégique, que les USA sont initialement intervenus en Asie Centrale.

Mais l'insistance américaine à vouloir intégrer l'Asie Centrale aux structures occidentales, notamment en matière de sécurité semblerait bien montrer que la politique américaine irait bien au-delà du simple désir de diversifier son approvisionnement énergétique.

La stratégie des USA en matière de promotion de multiplication des oléoducs n'est qu'un élément d'une stratégie plus globale et ambitieuse où les USA chercheraient à devenir un acteur incontournable dans cette région.

Quoique la menace du radicalisme islamique reste réelle, son instrumentalisation par les gouvernements de la région et les USA illustre la priorité que chacun donne à ses intérêts immédiats, aux dépens de ceux de l'Asie Centrale à plus long terme. Quand ils soutiennent le régime d'Ouzbékistan répressif mais également plus près de leurs positions que de celles de Moscou, les USA s'attirent les faveurs et le soutien des puissances. Le radicalisme islamique est

une menace contre les régimes et légitime aux yeux de ces derniers une répression accrue. Les attentats du « 11 Septembre » puis la guerre en Irak ont accéléré et intensifié cette tendance.

Depuis le « 11 Septembre », les USA se sont empressés d'établir une présence militaire en Asie Centrale, que ce soit à Manas au Kirghizstan ou par l'installation d'une base à Khanabad en Ouzbékistan³² ou par le biais d'ententes dans le domaine de la coopération militaire également conclues avec le Kazakhstan et le Tadjikistan. De fait, depuis quelques années déjà, les USA encourageaient la coopération militaire avec ces Etats afin de promouvoir un environnement économique stable propice au développement des projets énergétiques.

2-11.2- Intérêts et objectifs de la Russie

La Russie demeure l'acteur extérieur avec la plus forte présence en Asie Centrale même si l'influence russe est en déclin. Cela est bien sûr imputable à l'ère soviétique mais cet héritage a été cependant soumis depuis 1991 à de fortes tensions car durant les années 1990, la politique russe était alors chaotique et divisée, sans volonté ni capacité de demeurer active dans la région et les échecs des tentatives russes visant à empêcher toute émigration massive russe d'Asie Centrale vers la Russie³³ ont été patents.

Depuis leur indépendance, les états d'Asie Centrale occupent une place particulière dans les préoccupations de sécurité de la Russie. Moscou a assimilé la région à une source de menaces diverses contre ses intérêts vitaux et la considère, en termes géographique et stratégique, comme le prolongement, à ses frontières méridionales, du Nord-Caucase, une des zones les plus instables du monde. Aujourd'hui, en plus des remous créés par la guerre en Irak, une crainte perdure aux yeux de Moscou : l'éventualité d'une guerre préventive des Etats-Unis en Iran qui fait frémir au Turkménistan voisin et au Tadjikistan persanophones.

Depuis 1991, chacune des républiques d'Asie Centrale a donc vu évoluer une relation distincte avec la Russie : le Kazakhstan aspire à une domination régionale mais demeure dépendant de Russie en raison d'une énorme frontière commune, d'une grande dépendance économique et du fragile équilibre ethnique entre Kazakhs et Russes ; le Turkménistan a quant à lui adopté une position de « neutralité positive » mais s'efforce de ne pas déplaire à Moscou et tente d'accroître ses liens avec l'Iran proche ; l'Ouzbékistan cherche à se distancer de la Russie afin d'établir lui aussi une domination régionale ; la République kirghize, malgré une apparence extérieure de règle de droit, demeure très pauvre, fragile, dépendante de la Russie tout en s'efforçant de s'ouvrir à l'Occident ; le Tadjikistan demeure presque un protectorat de Moscou

³¹ le principal est le BTC – Bakou / Tbilissi / Ceyhan en Turquie dont la construction a commencé en 2002

³² confirmant par là-même le rôle de partenaire stratégique des Etats-Unis de cet état en Asie Centrale

³³ la proportion de population russe dans la région ayant chuté entre 1991 et 1998 de 20% à 12%

(des troupes russes stationnent sur son territoire depuis la guerre civile en 1997) qui, pauvre et instable, dépend plus de Moscou que toute autre république d'Asie Centrale.

L'arrivée au pouvoir du président Poutine en décembre 1999 a marqué le retour de l'Asie Centrale dans les priorités russes. L'économie russe n'est pas dépendante de l'Asie Centrale alors que l'inverse est toujours vrai. Mais l'importance de la Russie dans le commerce extérieur des républiques d'Asie Centrale décroît du fait de l'entrée en scène de concurrents puissants³⁴, du fait de sa propre négligence car le gouvernement russe a davantage orienté ses relations sur l'aspect militaire au détriment du développement des liens économiques et du fait que les républiques d'Asie Centrale cherchent avec l'appui américain à diversifier leurs liens commerciaux afin de sortir du joug russe.

Mais si l'économie russe ne dépend pas de l'Asie Centrale, les perspectives d'exploitation des hydrocarbures caspiens présentent un grand intérêt pour Moscou. La question des voies possibles d'exportation est incontournable; alors que la majorité des voies existantes passent par la Russie, des républiques d'Asie Centrale cherchent avec le soutien des Etats-Unis à réduire ce monopole. Depuis le milieu des années 1990, la Russie cherche à s'assurer que les exportations du bassin caspien enclavé passent par son territoire dans le double but de les contrôler et d'assurer le maintien de son influence en Asie Centrale et d'en retirer d'importants revenus grâce aux droits de transit. Deux succès de la stratégie régionale russe sont à noter : la mise en opération en octobre 2001 du CPC; l'entente en avril 2003 avec le Turkménistan permettant à la Russie une mainmise sur les exportations de gaz naturel turkmène pour 25 ans.

Au niveau stratégique, Moscou entend assurer sa sécurité sur son flanc sud. Ainsi l'influence croissante des USA, de la Chine, de la Turquie, de l'Iran, du Pakistan, de l'Inde, de l'Europe et de l'OTAN en Asie Centrale représente autant de menaces potentielles pour Moscou. La défense des frontières extérieures de la C.E.I. constitue la première ligne de défense de la Russie elle-même; dans cette optique, l'Asie Centrale est un maillon essentiel du périmètre de sécurité russe. En vertu de ses intérêts spécifiques, la Russie a ainsi intégré l'Asie Centrale dans sa sphère naturelle d'influence et a manifesté sa volonté d'assurer la stabilité dans la zone. Elle a développé une coopération militaire avec les états d'Asie Centrale. Au niveau multilatéral, la CEI³⁵ demeure un objectif majeur dans sa politique étrangère. Moscou prône d'ailleurs qu' "une des tâches stratégiques clefs pour assurer la sécurité militaire de la Russie est de garantir une collaboration et une coopération effective avec les pays de la CEI". Par ailleurs, des accords

³⁴ que sont la Chine, l'Iran, le Pakistan, la Turquie, des pays occidentaux et est-asiatiques

³⁵ créée le 8 décembre 1991 puis élargie aux républiques d'Asie centrale le 21 décembre de la même année

bilatéraux en matière de défense et de sécurité ont été conclus par Moscou avec d'une part le Kazakhstan et d'autre part avec le Tadjikistan, où la Russie a profité de la guerre civile sanglante entre 1992 et 1997 et de la présence d'une importante minorité russe pour y installer une présence militaire d'environ 20.000 hommes. Officiellement, la Russie assure la protection de frontière avec l'Afghanistan contre la propagation du radicalisme islamique et le trafic d'armes et de drogues. Elle craint aussi la contagion de conflits religieux en provenance d'Asie Centrale sur les minorités musulmanes sur son territoire. Cette crainte de l'islamisme radical fait cependant l'objet de manipulations par Moscou : elle est instrumentalisée pour fournir un prétexte à ses ambitions dans la région, surtout au Tadjikistan.

La Russie se retrouve dans une position unique depuis « le 11 Septembre » : elle condamne ces attentats et établit un lien avec la situation en Tchétchénie estimant que les USA comprendraient sa situation interne face au terrorisme islamique. Par ailleurs, l'approche russe à l'égard des USA reste pragmatique : la présence américaine est considérée comme stabilisatrice pour cette Asie Centrale encore vitale pour les intérêts russes. La C.E.I. est demeurée la priorité de la Russie en matière de sécurité. En mai 2002, la création formelle de l'OTSC ³⁶ par Moscou, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, (l'Arménie et le Belarus) donnait corps à l'un des instruments fondamentaux de la coopération militaire de la Russie avec les membres de la CEI. En effet, la doctrine militaire russe du 21 avril 2001 indiquait déjà que " la Russie accordait une importance d'ordre prioritaire au renforcement du système de sécurité collective dans le cadre de la CEI sur la base du développement et du renforcement du traité de sécurité collective". L'OTSC marque le début d'une recrudescence d'activité russe en Asie Centrale; le principal élément étant l'installation en décembre 2002 de la base militaire de Kant au Kirghizstan.

L'intensification de l'activité russe en Asie Centrale depuis 2002 montre bien que la Russie n'est pas prête à l'abandon de cette région (son « ventre mou ») à la suprématie américaine et qu'elle dispose encore de poids et d'influence dans cette région du monde.

2-11.3- Intérêts et objectifs de la Chine

La Chine a établi des relations diplomatiques avec les Républiques d'Asie Centrale dès 1991, la caractéristique la plus importante étant un respect de la prééminence russe dans la région. Le développement des liens économiques (en priorité sur les liens de sécurité) est un outil essentiel de sa politique à l'égard de l'Asie Centrale qui représente un marché émergent pour les produits chinois et une source voisine de matières premières.

³⁶ Organisation du Traité de Sécurité Collective issue de ce même traité signé à Tachkent en mai 1992

Les objectifs de Pékin en Asie Centrale sont liés à la situation de la région autonome chinoise du Xinjiang. Riche en ressources naturelles et disposant d'une situation stratégique importante, cette dernière est peuplée majoritairement de Ouighours³⁷ et de minorités kazakh, tadjik et kirghize. Depuis l'indépendance de 1991, des tensions séparatistes latentes, des manifestations et des attentats sporadiques s'y produisent, entraînant la crainte de Pékin d'une montée du radicalisme islamique.

Pékin est donc amené à considérer qu'il fait face à deux menaces majeures venant d'Asie Centrale : une instabilité sur sa frontière occidentale et une agitation potentielle des populations musulmanes du Xinjiang et en Asie Centrale. En conséquence, Pékin maintient un intérêt fondamental dans la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue et dans l'établissement et le maintien d'une stabilité régionale.

Au niveau énergétique, la stabilité, la diversification et le renforcement de son approvisionnement énergétique constituent des éléments cruciaux de la politique étrangère chinoise. La Chine a pris conscience de sa dépendance énergétique³⁸. Il n'y a pas d'abandon de Pékin de ses ambitions de pénétration du secteur énergétique du bassin caspien considéré comme essentiel à ses objectifs régionaux. Par exemple, un oléoduc partirait du Kazakhstan vers la Chine centrale, voire orientale.

L'Organisation de Coopération de Shanghai est l'outil multilatéral privilégié par la Chine. Née en 1996³⁹, elle institutionnalise la coopération en matière de sécurité. L'OCS a ainsi établi une coopération en matière de lutte au narco-trafic et au terrorisme avec l'ambition de contrecarrer les ambitions américaines en Asie Centrale.

2.1.2. Comparaison des objectifs et intérêts des trois Grands en Asie Centrale

2-1.2.1- Les intérêts et objectifs américains et russes

Les USA et la Russie ont des objectifs commerciaux et énergétiques divergents : l'objectif américain étant une diversification des voies d'exportation en privilégiant l'oléoduc BTC et la remise en cause du monopole russe; l'objectif russe étant de maintenir et développer sa domination sur les voies d'exportation d'Asie Centrale. En ce sens, il n'est pas impossible que le XXI^e Siècle soit marqué par une course à la construction d'oléoducs.

L'OTAN a créé, en janvier 1994, le PpP⁴⁰, base de la coopération militaire entre ses membres et les partenaires euro-atlantiques. Tous les pays d'Asie Centrale ont adhéré dès 1994 à ce Partenariat (le Tadjikistan rejoignant ce programme en février 2002), entraînant par là-

³⁷ musulmans proches des turcophones d'Asie Centrale

³⁸ en 2005, le pétrole qu'elle importe représente déjà 50% de ses besoins

³⁹ entre la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan (puis l'Ouzbékistan en 2001)

même une crainte russe de la formation d'une sorte de « cordon sanitaire » sur ses flancs occidentaux et méridionaux; ce qui explique toute réaction russe négative aux relations qui peuvent se développer entre états d'Asie Centrale, OTAN et Etats-Unis. Ce type de réaction participe à la prudence des pays d'Asie Centrale face à la Russie mais tous sont conscients que Moscou ne peut plus s'imposer militairement et s'opposer à une présence militaire américaine en Asie Centrale. Cependant, la Russie conserve des capacités d'actions importantes grâce au contrôle des voies d'exportation, à sa présence militaire au Tadjikistan et à ses liens commerciaux, de sécurité et de défense dans cette région du monde.

Néanmoins, un intérêt premier américain et russe existe : c'est la prévention du phénomène d'« afghanisation » en Asie Centrale, l'élimination du terrorisme islamique et la lutte contre le trafic d'armes et de drogues. En ce sens, les USA ont reconnu qu'une Asie Centrale stable a besoin d'une Russie stable et forte et il faut bien noter le paradoxe entre cette reconnaissance et les efforts américains pour réduire la dépendance de l'Asie Centrale à l'encontre de Moscou en matière militaire et énergétique. Il faut bien y voir l'engrenage des conséquences du « 11 Septembre » qui ont entraîné un basculement des rapports de force entre la Russie et les Etats-Unis dans au moins une partie des pays d'Asie Centrale. La présence militaire américaine en Asie Centrale est désormais politiquement acquise. Cette évolution n'est peut-être pas un profond changement de la politique étrangère américaine mais la nouvelle "cohabitation" russo-américaine en Asie centrale est par contre elle un véritable changement. C'est avant tout une transformation dans les relations entre la Russie et les Etats-Unis dans cette région. La doctrine militaire russe du 21 avril 2001 présente "l'expansion de blocs et d'alliances militaires au détriment de la sécurité militaire de la Russie" comme l'une des principales menaces externes à la Russie. Malgré ces préoccupations, Poutine ne s'est pas opposé au déploiement de troupes américaines à la périphérie de la Russie, considérant désormais les Etats-Unis comme un partenaire stratégique de Moscou dans la région. Les Etats- Unis ont souligné en réponse à des préoccupations russes qu'ils n'avaient pas de bases militaires en Asie centrale mais qu'ils utilisaient les disponibilités fournies par les gouvernements de ces Etats pour le stationnement de forces américaines. En février 2002, le sous-Secrétaire d'Etat Richard Armitage rappelait d'ailleurs que " les Etats-Unis insistent sur le fait qu'ils ne cherchent pas à établir des bases militaires permanentes en Asie centrale".

2-1.2.2- Les intérêts et objectifs américains et chinois

Jusqu'au « 11 Septembre », il y a eu peu de confrontation d'intérêts et d'objectifs en Asie Centrale entre les USA et la Chine à l'exception de divergences flagrantes au niveau de la

⁴⁰ Partenariat pour la Paix

sécurité énergétique comme le révèle le dilemme du Kazakhstan à s'engager pour un oléoduc vers la Chine, vers l'Iran ou vers Bakou. Puis, le but sous-tendu de l'Organisation de Coopération de Shanghai étant de créer un cadre multilatéral excluant les USA, les questions de sécurité ont occupé une place de plus en plus importante entre ces deux « Grands ».

Depuis le « 11 Septembre », il existe une opposition de Pékin à une présence militaire américaine prolongée en Asie Centrale. La faiblesse de la dimension sécurité de l'Organisation de Coopération de Shanghai a montré la supériorité de la position américaine en matière de sécurité en Asie Centrale. Cette perte d'influence de cette Organisation est un mauvais présage pour les ambitions régionales de Pékin en matière énergétique. La présence militaire américaine en Asie Centrale à quelques centaines de kilomètres du Xinjiang contrecarre les stratégies régionales de Pékin, les objectifs au Xinjiang (promotion de la stabilité et du développement) étant également contrariés.

2-1.2.3- Les intérêts et objectifs russes et chinois

Un potentiel pour un partenariat stratégique accru entre Russie et Chine est consécutif à deux facteurs : l'expansion vers l'est de l'OTAN et un sentiment de faiblesse et d'inconfort dans un monde de plus en plus unipolaire. La Chine est toujours consciente de la sensibilité russe sur l'Asie Centrale et n'avait pas l'intention de défier sa sphère d'influence.

Mais l'existence d'importants intérêts chinois dans cette région du monde entraîne la Chine à y accroître progressivement sa présence dans le domaine de la sécurité.

En matière de ressources énergétiques, Moscou cherche à maintenir son monopole sur les voies d'exportation d'Asie Centrale, un éventuel oléoduc reliant le Kazakhstan et la Chine entrerait en conflit direct avec cet objectif. Ainsi, rien ne laisse présager que Moscou accepte une présence chinoise dans le secteur énergétique en Asie Centrale.

La promotion d'une intégration économique en Asie Centrale serait le meilleur intérêt de la Russie et la Chine : en tant que voisins, ils ont un intérêt certain au développement économique et à la stabilité de cette région; par ailleurs, ils partagent la même crainte face aux menaces de cette région. Mais des divergences subsistent et l'Organisation de Coopération de Shanghai pourrait fonder une coopération sino-russe en Asie Centrale en matière de sécurité, en raison de leurs importantes convergences d'intérêt dans cette région.

Les attentats du « 11 Septembre » ont depuis montré une Russie préoccupée par la montée de l'influence chinoise en Asie Centrale et par la baisse de la sienne ! La Chine est dorénavant bien intéressée à augmenter son influence dans cette région en matière de sécurité. Donc, il existe bien entre Moscou et Pékin des convergences en matière de sécurité mais la

Russie voit maintenant la Chine comme principale menace à long terme à sa sécurité. Plusieurs facteurs expliquent par ailleurs cette crainte mais cette compétition stratégique en Asie Centrale en constitue bel et bien un.

2.1.3. L'ombre d'un nouveau « Grand Jeu » plane-t-elle en Asie Centrale ?

Cette région est un enjeu stratégique évident pour les USA, la Russie et la Chine. Les faits marquants sont la continuation de perte d'influence de Moscou; une présence croissante de Pékin non seulement dans le domaine commercial mais aussi dans celui de la sécurité; enfin le souhait américain de devenir acteur déterminant en Asie Centrale. Consciente de ses difficultés à assurer la sécurité en Asie centrale, la Russie accepte désormais d'y cohabiter militairement avec les Etats-Unis. C'est dans cette version d'un possible nouveau "Grand jeu", reposant davantage sur la coopération, que réside le véritable changement induit par la guerre au terrorisme lancée à l'automne 2001 en Afghanistan .

Certains signes pourraient amener à s'interroger sur un début d'une dislocation de l'Asie Centrale (et du Caucase) en blocs partisans où l'on verrait par exemple l'Ouzbékistan, la Géorgie, l'Azerbaïdjan se rapprocher des USA; le Tadjikistan, l'Arménie demeurer plus près de Moscou; le Kazakhstan et le Kirghizstan se rapprocher de Moscou et de Pékin.

Finalement, on constate des convergences dans les intérêts et objectifs des « 3 Grands » en Asie Centrale (surtout en matière de lutte au terrorisme et au militantisme islamique, de promotion de la stabilisation et de la coopération dans la région et de volonté de pacifier et stabiliser l'Afghanistan proche) mais aussi des divergences dans les domaines stratégique et du développement énergétique

2.2. VERS UNE RENAISSANCE DES THEORIES DE MACKINDER EN ASIE CENTRALE ?

2.2.1. Renouveau d'intérêt géopolitique de la région indéniable

Assiste-t-on à une révision ou une résurrection des théories de McKinder en Asie Centrale ? Le géopoliticien Mahan, officier de l'US Navy, établissait un parallèle entre l'apogée de la « Pax Britannica » au XIX^e siècle et la puissance de la marine britannique à cette époque et en tirait la conclusion que puissance navale et puissance nationale étaient intrinséquement liées. Mais les avancées technologiques du début du XX^e siècle vinrent assez rapidement s'opposer à ces théories dans la mesure où le développement des moyens de transports terrestres allait permettre à la puissance terrestre d'asseoir une position plus dominante au siècle dernier. Ce fut McKinder, un Britannique, géographe de formation, qui nota que si seulement un

quart de la surface du globe était des terres, les trois continents contigus de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe constituaient les deux tiers de ces surfaces émergées. La clé de la position stratégique pour ce géopoliticien était le « Heartland »⁴¹. La domination stratégique au niveau mondial rend indispensable bien sûr un accès exclusif aux ressources énergétiques et McKinder était persuadé que l'ensemble formé par les trois continents contigus possédait une part significative de ces ressources. Le géopoliticien Spykman a lui ouvert des brèches dans les théories de McKinder. Il a tout d'abord créé le concept de « Rimland »⁴²; puis promu l'idée que « qui contrôlait le Rimland contrôlait l'Eurasie, qui contrôlait l'Eurasie contrôlait le Monde ».

Aujourd'hui, dans un Monde post-Guerre Froide, ces théories fondamentales peuvent-elles garder une validité ? Les différences entre Heartland et Rimland ont pu devenir impossible à caractériser. La globalisation, les réseaux transnationaux du crime, les armes de destruction massive, le fondamentalisme islamique ne constituent que certains éléments ayant ébranlé ces théories géopolitiques; ces éléments tendant à rendre inutile toute notion de « contrôle d'un territoire ». Mais les théories de MacKinder sont-elles totalement obsolètes ? Pas nécessairement, surtout si l'on examine l'intervention de l'OTAN en Afghanistan et celle de la coalition dirigée par les Etats-Unis en Irak qui ont plutôt tendance à renforcer la primauté d'un contrôle d'un territoire par des forces militaires. De plus, plusieurs prévisions ont bien établi une Asie Centrale prise dans un nouveau « Grand Jeu » entre puissances cherchant des gains en territoires et ressources dans le Heartland, souvent très près des lignes qui séparaient déjà Russie tsariste et Grande-Bretagne coloniale au XIX^e siècle.

L'Asie Centrale connaît donc bien un renouveau d'intérêt géopolitique où s'affrontent des politiques étrangères comme celles des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, voire de l'Iran et de la Turquie. Deux points illustrent bien ce renouveau. Premier point ; des doctrines géopolitiques à la limite simplistes légitiment les stratégies des acteurs extérieurs à l'Asie Centrale. Depuis l'effondrement de la domination soviétique sur le Heartland, les doctrines de la « Geopolitik » allemande des deux précédents siècles connaissent une véritable renaissance dans un premier temps, les organisations terroristes mettant en lumière le fait que qui contrôle le Heartland dispose d'un avantage géopolitique indéniable. Deuxième point ; l'Asie Centrale pourrait devenir un terrain pour un nouveau « Grand Jeu ».

Les ambitions géopolitiques des principaux acteurs dans la région sont à la fois éphémères et ambiguës ; éphémères à cause du manque de moyens et d'intérêt honnête à un

⁴¹ partie de l'Eurasie formée par l'Asie Centrale, le Caucase et la majeure partie de la Russie

développement à long terme de cette région, ambiguës à cause des difficultés rencontrées à concilier des défis divergents issus de l'ordre politique actuel dans la région, de la montée de l'islamisme, de la radicalisation politique en l'absence de toute autre alternative viable d'expression politique, de l'absence d'une prise en compte large de la notion de régionalisme par les états concernés et les puissances extérieures et de la complexité de mise sur pied des mesures anti-terroristes dans un environnement marginal, fragile et économiquement incertain.

L'Asie Centrale a gagné une attention significative pour deux raisons : son rôle en tant que zone tampon et plateforme de projection stratégique dans la guerre au terrorisme et son rôle dans la course à l'exploitation des réserves d'énergie de la mer Caspienne. La guerre au terrorisme a conduit à une intensification des relations diplomatiques et une présence militaire jusqu'alors inconnues. Durant les dix années qui suivirent l'effondrement soviétique, les Etats d'Asie Centrale cherchèrent surtout dans l'ex-URSS les capitaux et les technologies nécessaires pour développer de manière drastique l'exploitation de leurs réserves énergétiques. Avec la montée du terrorisme global, il devient évident que ces états et les puissances extérieures n'avaient absolument pas géré le délicat équilibre entre intérêts économiques et sécuritaires. En fait, l'erreur la plus sérieuse ne résidait pas tant dans l'extraction des ressources énergétiques mais dans leur acheminement depuis des zones enclavées vers l'extérieur. Ainsi quand le possible oléoduc via l'Iran devient fortement compromis à cause de détériorations des relations entre les Etats-Unis et l'Iran, on se mit à considérer l'Afghanistan comme une solution convenable de transit des hydrocarbures en question ; le régime taliban en place depuis 1996 fut considéré comme un régime stable, critère fondamental pour les investisseurs étrangers mais malheureusement pour ces derniers, les liens évidents d'Al-Qaeda avec ce régime taliban détruisirent ces considérations malencontreuses. L'opération « Enduring Freedom » allait ensuite provoquer une certaine renaissance de la théorie géopolitique du Rimland bordant entre autres les frontières de l'Asie Centrale ; renaissance marquée par une recrudescence sans précédent d'accords bilatéraux, voire multilatéraux dans cette région.

Assiste-t-on réellement à une renaissance du rôle géopolitique de l'Asie Centrale ? Avec la faiblesse des structures de ses Etats, un manque de légitimité démocratique, les difficultés économiques, les tensions ethniques, les frontières poreuses et l'extrémisme religieux, l'Asie Centrale peut être considérée comme une poudrière peu recommandable à toute focalisation d'intérêt géopolitique. L'attention que focalise cette région entraîne des modes de réactions fondés sur des mesures de sécurité préventive reposant sur des motivations négatives : stopper

⁴² anneau de territoires comprenant approximativement l'Europe occidentale, le Moyen-Orient (dont l'Iran et l'Afghanistan) et l'Asie du Sud et de

les réseaux terroristes, stopper le trafic de la drogue, stopper les conflits régionaux, prévenir l'interruption de l'accès aux ressources énergétiques.

Ainsi, il est intéressant de voir en quoi cette renaissance d'intérêt pour cette région que ce soit de la part des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, de la Turquie ou de l'Iran, donnant en fait corps à des politiques improvisées à court terme plutôt qu'à des stratégies planifiées à long terme, emprunte plus ou moins aux théories traditionnelles de la géopolitique.

Même si les Etats-Unis concentrent leurs efforts militaires et diplomatiques sur l'Irak et le Moyen-Orient, même une présence américaine réduite en Asie Centrale gardera des effets durables. Des considérations géopolitiques avaient conduit les Etats-Unis à mettre en place une force quasi permanente en Asie Centrale dans le but de combattre les réseaux terroristes et de maintenir l'accès aux ressources énergétiques de cette région. La nette réduction récente de la présence militaire américaine dans la région tend néanmoins plutôt à montrer que la politique étrangère américaine dans la région reste pragmatique par nature et incertaine. Avec l'éviction réussie du régime taliban, la raison du maintien de forces nécessaires à des opérations de haute intensité a en partie disparu même en prenant en compte une instabilité résiduelle en Afghanistan. Une présence militaire américaine devrait toutefois être maintenue dans la région tant que les opérations engagées contre les réseaux terroristes l'exigent. Quant aux réserves énergétiques, il est certain que celles de Sibérie et d'Afrique occidentale prennent de l'importance étant donné la stabilité politique de ces régions beaucoup moins sujette à caution que celle d'Asie Centrale⁴³. Un facteur révélateur d'un début de désintérêt américain pour la région est celui de l'assistance économique fournie à l'Asie Centrale⁴⁴.

L'engagement américain rapide en 2001 et 2002 en Asie Centrale suivi d'un désengagement planifié est révélateur d'une vision floue à long terme de la politique des Etats-Unis dans la région. L'engagement a été dédié à la lutte contre le régime d'Al-Qaeda et le régime taliban. La nature incertaine de la présence américaine dans la région est un point-clé de l'instabilité chronique de l'Asie Centrale. En même temps, l'intervention américaine a mis en exergue les défis à relever pour y promouvoir un développement économique et politique.

Cependant, le rôle rapidement changeant de l'Asie Centrale dans les scénarii de lutte globale au terrorisme illustre bien l'ascendant légitime des théories de MacKinder dans les politiques étrangères qui ne promeuvent jamais de solutions aux profonds problèmes politiques, comme la conciliation de régimes démocratiques avec les traditions de l'Islam.

l'Est

⁴³ excepté le Nigéria confronté aux menaces de conflits ethniques

Beaucoup plus que les Etats-Unis, la politique étrangère russe est bien ancrée dans une stratégie selon les théories de MacKinder où l'Asie Centrale est considérée comme « l'arrière-cour » de la Russie. Cette stratégie a été consolidée plus encore après le « 11 Septembre » : maintien de présence militaire (essentiellement au Tadjikistan et au Kazakhstan), implantation de la base de Kant au Kirghizstan, intensification des coordinations entre services de renseignements russes et des Etats d'Asie Centrale et surtout par l'établissement d'une nouvelle doctrine militaire illustrant les volontés russes de reconquérir l'influence cédée aux Etats-Unis, à la Chine voire à la Turquie aux lendemains du « 11 Septembre ». La politique russe est dominée dans cette région par une focalisation sur le terrorisme, les menaces asymétriques et le désir de contenir l'OTAN dont plusieurs exercices bilatéraux voire multilatéraux se tiennent dans la région dans le cadre du Partenariat pour la Paix. Dans cette nouvelle doctrine, il est intéressant de noter que les forces russes sont en particulier chargées de protéger les intérêts économiques russes et les minorités russophones dans tous les états de la C.E.I. Conformément aux concepts de la « Geopolitik », cette doctrine lie donc la sécurité intérieure de la Russie au contrôle du Heartland, ce qui passe par la présence de troupes russes en Asie Centrale. En liant les problèmes causés par des régimes politiques fragiles, le terrorisme et les menaces asymétriques au contrôle du Heartland, Moscou démontre que les considérations géopolitiques traditionnelles jouent encore un rôle important dans la stratégie russe. Par exemple, derrière l'aspect économique qui peut être associée à cette stratégie, comme les états d'Asie Centrale avec leurs réserves énergétiques dépendent des systèmes de transport d'hydrocarbures contrôlés par la Russie et sujet aux taxes de transit, Moscou considère tout développement d'autres voies d'acheminement de ces ressources comme une menace à sa sécurité.

La position de la Chine vis-à-vis de l'Asie Centrale est caractérisée par une politique étrangère et de sécurité avec des motivations géopolitiques à long terme. La Chine est bel et bien susceptible de devenir la puissance la plus importante à longue échéance en Asie Centrale. Les intérêts russes sont partagés entre Europe et Chine, l'Europe étant plutôt considérée comme une opportunité et la Chine comme une menace et un concurrent. Une potentielle coopération économique entre Chine et Russie sur les ressources naturelles (dont l'eau) en Asie Centrale est assez improbable tant que les frontières y resteront vulnérables. Le rôle de l'Union Européenne devrait rester marginal par manque de coordination des politiques. Dans ce contexte, la Chine est la mieux placée pour une coopération avec l'Asie Centrale qui satisferait ses immenses besoins en ressources naturelles mais créerait aussi un contexte propice à des

⁴⁴ qui est passée entre 2002 et 2003 de 580 millions de dollars à 250

tensions sino-russes dues à cette montée alors de l'influence chinoise dans la région. Les avancées récentes de firmes pétrolières chinoises avec le Kazakhstan dans le cadre du projet géant du nord de la mer Caspienne illustrent la primauté prise par la Chine sur les Etats-Unis et la Russie qui n'en sont parfois qu'aux premières étapes de négociations d'accords sur les ressources caspiennes.

La Turquie et l'Iran devraient avoir du mal à jouer un rôle important en Asie Centrale. Alors que la Turquie avait acquis une influence significative dans les années 90 en Asie Centrale, les problèmes économiques turcs en 2001 limitent actuellement les ambitions panturques d'une « Grande Turquie » allant d'Istanbul à cette Asie Centrale telle que la déclaration du président turc « d'un monde turc s'étendant des rives de l'Adriatique aux bordures de la Chine » déjà en 1992 les dévoilait . Les états d'Asie Centrale se sont rendus compte que le modèle turc d'état séculier ne pourrait probablement relever les défis nationaux et régionaux de leur région ; de plus, les remous créés par le débat autour d'une accession de la Turquie à l'Union Européenne n'encouragent pas ces états, qui cherchent à préserver une stabilité interne. Malgré la position géopolitique avantageuse iranienne vis-à-vis de l'Asie Centrale⁴⁵, le rôle de l'Iran n'est pas encore devenu prédominant dans cette région en raison d'ambitions géopolitiques freinées par les pays occidentaux et arabes.

2.2.2. Un regain d'intérêt en fait éphémère à long terme

L'Asie Centrale a bien bénéficié d'un regain d'intérêt mais ce regain s'avère éphémère, n'a aucun effet positif pour une démocratisation et un développement durables de la région, n'entraîne pas de fait un réel nouveau « Grand Jeu » entre les puissances par le contrôle du Heartland. En effet, les politiques étrangères ont été focalisées sur le court terme. Bien que pauvres et enclavés, les pays d'Asie Centrale ont su tirer avantage de leur position géographique ; ils ont obtenu des avantages à court terme de la guerre au terrorisme, surtout ceux procurés par les volontés de la Russie, des Etats-Unis, de la Chine et de l'Iran de s'assurer chacun des voies d'exportation des réserves énergétiques d'Asie Centrale protégeant leurs intérêts respectifs. Les vraies perspectives à long terme se laissent déjà deviner. Tout d'abord, les engagements militaires étrangers en Asie Centrale se réduisent au minimum tactique. Ensuite, si les réserves de pétrole caspiennes avaient donné lieu à des scénarii futuristes de guerre du « pétrole du Heartland », ces scénarii se sont avérés non fondés. Par exemple, l'effort financier et technique à consentir pour moderniser les installations datant de l'ère soviétique

⁴⁵ Présence de population persanophone en Asie Centrale, voie d'accès alternative vers cette région

s'avère démesuré alors que, semble-t-il, de plus importantes réserves d'hydrocarbures en Sibérie et en Afrique occidentale paraissent plus à même de drainer l'attention.

Il faudrait d'autres conditions plus profondes pour attirer un intérêt à long terme plus prononcé des puissances dans la région. En quoi ce regain d'intérêt pour l'Asie Centrale est-il plus ou moins éphémère à long terme suivant les Puissances concernées ?

Les Etats-Unis n'ont pas encore clairement affiché de volonté de développer une stratégie à long terme dans la région. Si des considérations simples géopolitiques ont conduit les Etats-Unis à s'engager militairement, diplomatiquement et économiquement dans le secteur énergétique en Asie Centrale, ces engagements sont probablement destinés à se rétracter face à l'attrait de ressources énergétiques dans d'autres parties du Monde plus stables. Sur le plan plus politique, le Moyen-Orient et l'Irak sont plus prédisposés pour y développer et y valider des politiques appropriées aux défis des conséquences du « 11 Septembre » visant à concilier islamisme et démocratie. L'étendue à venir de la coopération militaire et économique américaine avec les républiques d'Asie centrale en demeure ainsi incertaine. La présence militaire américaine dans la région pourrait, d'une part, accroître l'ampleur des mouvements déstabilisateurs dans cette région et l'efficacité de l'aide économique risquerait, d'autre part, d'être limitée par l'appui implicite à des pouvoirs politiques corrompus. Par ailleurs, l'engagement américain dans cette région reste soumis aux objectifs prioritaires de Washington de stabilité de la Russie et de consolidation du partenariat avec cette dernière où l'Asie centrale ne paraît n'être alors qu'un des intérêts secondaires des relations russo-américaines. La stabilité de cette région semble assurée si elle reste liée au bon vouloir des relations russo-américaines et c'est surtout l'émergence de la Chine dans la région qui peut y maintenir l'attention.

Les ambitions géopolitiques russes sur le Heartland semblent délicates à concrétiser. La volonté russe n'est pas à mettre en question, s'appuyant sur une stratégie géopolitique pouvant être considérée comme issue des théories de MacKinder. Cependant, la Russie manque de moyens techniques et économiques qui seraient nécessaires à toute intervention soutenue en Asie Centrale. L'écart entre cette stratégie fondée sur les préceptes de la « Geopolitik » et les moyens réels pour la mettre en application réduit fortement la probabilité d'une participation russe à un nouveau « Grand Jeu ».

La Chine serait la plus préoccupée par une montée de l'instabilité en Asie Centrale. Alors que les Etats-Unis manquent de volonté à long terme, que la Russie n'aurait de toute manière pas les moyens de soutenir une prédominance sur l'Asie Centrale, la Chine est très concernée par cette région. Tout changement brutal y aurait des répercussions directes sur la

sécurité nationale chinoise. Le problème du peuple Ouïghour dans la région autonome du Xianjiang est un considérable défi au régime de Pékin qui tente de supprimer les diverses affinités de ce peuple avec ses voisins d'Asie Centrale. La Chine, comme l'a mis en évidence la volonté de l'industrie pétrochimique chinoise, est l'acteur clé avec la politique à long terme la plus rationnelle dans la région et les instruments économiques et politico-militaires les mieux adaptés pour la défense de ses intérêts.

Même si la Turquie et l'Iran ont pu faire preuve d'une volonté géopolitique de contrôle de cette partie du Heartland, leurs ambitions restent encore plus basses que celles de Moscou car ils ne disposent même pas des facilités russes, conséquences de l'ère soviétique, d'ouverture auprès de gouvernements d'Asie Centrale.

Il peut sembler donc peu probable qu'un nouveau « Grand Jeu » se déroule en Asie Centrale au vu du manque de volontés et ou de moyens des puissances concernées. Quelle est la réalité géopolitique de l'Asie Centrale ? En quoi un contrôle territorial de l'Asie Centrale ne donnerait pas un avantage géopolitique indéniable comme le soutiennent les théories de MacKinder ? Premièrement, même en prenant en compte les caractéristiques purement géographiques, l'Asie Centrale ne peut pas être considérée comme une « forteresse naturelle imprenable ». En effet, les défis de sécurité asymétrique qui menacent l'Asie Centrale soulignent plus une vulnérabilité que le caractère inexpugnable de cette partie du Heartland. Ces défis, alors que les évolutions technologiques militaires actuelles permettent projection de forces et projection de puissance, transforment la maîtrise du Heartland plus en un handicap qu'en un atout. Deuxièmement, les avancées technologiques, dans le domaine du transport par exemple, ont affaibli le rôle fondamental traditionnel de la géographie. Troisièmement, concentrer ses efforts sur le Heartland peut conduire à affaiblir ses positions tout au long du Rimland et y créer des sources d'insécurité permanente.

Alors qu'un rôle quasi mythique de la géopolitique de l'Eurasie paraît continuer avoir une influence sur les puissances cherchant une domination globale, il faut bien se rendre à l'évidence que le Heartland n'a encore donné aucun avantage majeur aux puissances l'occupant. Une application directe du concept géopolitique du Heartland des théories de MacKinder à l'Asie Centrale contemporaine reste assez délicate parce qu'il semble peu vraisemblable que le contrôle de nos jours du Heartland délivre les avantages promis par le modèle de MacKinder. Un important pas vers une stabilisation de cette région consisterait tout d'abord à reconnaître que ce sont des théories géopolitiques peu adaptées, sans vision à long terme, qui ont dirigé les politiques extérieures des puissances en Asie Centrale et qui sont dans

une certaine mesure responsables des faiblesses actuelles de cette région. Il conviendrait par la suite de privilégier des politiques honnêtes visant à y améliorer la situation politique et économique. Cela pourrait servir de test appliqué à une région d'une stratégie globale de prévention qui offrirait des solutions aux défis du Monde de l'après-« 11 Septembre ».

CONCLUSION

La guerre au terrorisme a permis aux Etats-Unis d'ouvrir une brèche pour s'engouffrer politiquement et militairement en Asie Centrale. La question d'un stationnement permanent, même limité de troupes américaines dans la région pourrait risquer de bouleverser l'équilibre géopolitique de cette dernière. La Russie estime que l'Asie Centrale fait encore partie intégrante de sa zone d'influence et craint que la présence américaine dans la région réduise cette influence. Bien que les Etats d'Asie Centrale cherchent à s'éloigner de la sphère d'influence russe par les accords multilatéraux, ils demeurent tous conscients de l'intérêt du marché économique russe pour le développement de leurs économies et ont la même vision face à l'émergence islamique. Les gouvernements d'Asie Centrale vont chercher à profiter encore des enjeux russes et américains dans leur région. Ils solliciteront toute aide économique américaine possible en faisant miroiter une hypothétique volonté d'asseoir les Droits de l'Homme dans leurs pays. Mais de même, il est fortement probable qu'ils ne s'éloigneront pas de la Russie dans le domaine de l'aide sécuritaire afin de contrer la menace islamique. La transition post-soviétique de la région est encore non achevée. Le potentiel de développement devrait continuer à attirer les investissements étrangers et les intérêts des Grandes Puissances, d'où le maintien d'une influence étrangère en Asie Centrale. Mais la prudence des Grandes Puissances dans cette région reste d'actualité car les réformes avancent lentement, la corruption et le crime organisé sont loin d'être éradiqués et la volonté de démocratie affichée reste hypocrite cachant juste le désir d'attirer des investissements étrangers. La population, frustrée par l'absence d'avancées politiques et sociales décisives, pourrait ainsi apporter plus de soutien à différentes organisations islamiques plus ou moins intégristes. Ce problème est insoluble sans véritable attaque des racines socio-économiques de ses causes par les gouvernements de ces pays, soutenus internationalement.

En tout état de cause, tant qu'un de ces problèmes subsistera, le futur de l'Asie Centrale sera incertain. Néanmoins, même la juxtaposition de ces problèmes pourrait rester insuffisante pour embraser dans un nouveau « Grand Jeu » cette partie des « Balkans de l'Eurasie » en

attente de réelles volontés à long terme et de moyens conséquents des Puissances ayant des enjeux plus ou moins importants dans cette région.

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>1 CADRAGE GEOPOLITIQUE</u>	2
1.1 GEOPOLITIQUE INTERIEURE DE L'ASIE CENTRALE	2
1.1.1 Cadrage géographique et historique	2
1.1.2 Des états enclavés : situation	3
1.1.2.1 l'Ouzbékistan	3
1.1.2.2 le Kazakhstan	4
1.1.2.3 le Kirghizstan	5
1.1.2.4 le Turkménistan	6
1.1.2.5 le Tadjikistan	7
1.2 L'ASIE CENTRALE : UN AVENIR INCERTAIN MENACE D'INSTABILITE	8
1.2.1 Enjeux énergétiques exarcebés	9
1.2.2 Trafic de drogue	10
1.2.3 Instabilité afghane chronique	10
1.2.4 Les différents frontaliers	11
1.2.5 Activisme islamique et Droits de l'Homme bafoués	11
1.2.6 Risques écologiques	12
1.3 LES IMPACTS DE LA GUERRE AU TERRORISME EN ASIE CENTRALE	12
1.3.1 Islam et extrémisme sont-ils liés en Asie Centrale ?	12
1.3.2 Impact de la présence occidentale en Asie Centrale sur l'Islam	14
<u>2 VERS UN NOUVEAU "GRAND JEU" ?</u>	17
2.1 ENJEUX DES "TROIS GRANDS" EN ASIE CENTRALE	17
2.1.1 Intérêts particuliers des "Trois Grands"	17
2.1.1.1 Intérêts et objectifs des Etats-Unis	17
2.1.1.2 Intérêts et objectifs de la Russie	19
2.1.1.3 Intérêts et objectifs de la Chine	21
2.1.2 Comparaison des objectifs et Intérêts des "Trois Grands" en Asie Centrale	22
2.1.2.1 Les intérêts et objectifs américains et russes	22
2.1.2.2 les intérêts et objectifs américains et chinois	23
2.1.2.3 Les intérêts et objectifs russes et chinois	24
2.1.3 L'ombre d'un nouveau "Grand Jeu" plane-t-elle en Asie Centrale	25
2.2 VERS UNE RENAISSANCE DES THEORIES DE MACKINDER EN ASIE CENTRALE ?	25
2.2.1 Renouveau d'intérêt géopolitique de la région indéniable	25
2.2.2 Un regain d'intérêt en fait éphémère à long terme	30
<u>CONCLUSION</u>	33
<u>TABLE DES MATIERES</u>	34

<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	36
----------------------------	----

ANNEXES

annexe 1 : Les Etats d'Asie Centrale	38
annexe 2 : Géographie physique de l'Asie Centrale	39
annexe 3 : Composition ethnique en Asie Centrale	40
annexe 4 : Répartition des populations et activités industrielles à risques écologiques.....	41
annexe 5 : Mosaïque des peuples et zones de tensions en Asie Centrale	42
annexe 6 : Risques écologiques en Asie Centrale	43
annexe 7 : La bataille des liaisons eurasiatiques	44
annexe 8 : Les projets de transits énergétiques et de transports en Asie Centrale	45
annexe 9 : Les projets concurrentiels des voies d'acheminement de l'énergie en Asie Centrale	46

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- BIARNES Pierre, Pour l'empire du Monde : les Américains aux frontières de la Russie et de la Chine ; Référence Géopolitique « Ellipses »
- BOY de la TOUR X. , GIRAUD A., Géopolitique du pétrole et du gaz, Paris, Technip, 1987.
- BRZEZINSKI Zbigniew, Le grand échiquier, Paris, Hachette, 1997
- CAGNET R., JAN M., Le milieu des empires entre U.R.S.S., Chine et Islam ou le destin de l'Asie Centrale, Paris, Laffont, 1990
- CHAUPRADE Aymeric, Introduction à l'analyse géopolitique, Paris, Ellipse/Collège Interarmées de Défense, 1999
- CHAUPRADE Aymeric, Constantes et changements dans l'histoire, Paris, Ellipse, 2003.
- CHAUVIN Pierre, GENTELLE Pierre , Asie Centrale, l'indépendance, le pétrole et l'islam le Monde Poche , 1998.
- CHOUKOUROV C. et R., Les peuples d'Asie Centrale, Paris, Syros, 1994
- DJALILI Mohammed-Reza et KELLNER Thierry, Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale ; Paris, PUF, 2001
- DJALILI Mohammed-Reza, GRARE F., Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance, Genève, Institut universitaire des hautes études internationales, 1995.
- DULAIT André, THUAL François, La nouvelle Caspienne, les enjeux post-soviétiques, Paris, Ellipses, 1998.
- HAUSHOFER Karl von, De la géopolitique, textes traduits par MEYER André, Paris, Fayard, 1986
- HUNTINGTON Samuel P., Le choc des civilisations, Paris, Odile Jacob, 1997
- JAN Michel, CHALIAND Gérard, RAGEAU Jean-Pierre, Atlas de l'Asie orientale, histoire et stratégies, Le Seuil, 1997.
- ROY Olivier, La nouvelle Asie centrale (ou la fabrication des nations), Paris, Le Seuil, 1997.
- FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE, La politique de sécurité de la Russie, sous la direction de Yves BOYER et Isabelle FACON, Paris, Ellipses/FRS, 2000
- OBSERVATOIRE DES ETATS POST-SOVIETIQUES, Langues'O, De l'U.R.S.S. à la C.E.I., 12 Etats en quête d'identité, Paris, Ellipses, 1997
- RADVANI Jean, La nouvelle Russie, Paris, Armand Colin, 2000, coll. « U Géographie »
- RADVANYI Jean Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques, Armand Colin Collection « U » , Paris ; 2004
- ROMER Jean-Christophe, Géopolitique de la Russie, Paris, Economica, 1999, coll. « Poche Géopolitique »
- SIRONNEAU J., L'eau, nouvel enjeu stratégique mondial, Paris, Economica, 1996, coll. « Poche géopolitique ».

REVUES EN LANGUE FRANCAISE

- *Les Cahiers de Mars*, « La Russie », n°173, 2° trimestre 2002
- *Défense*, « l'Asie Centrale » numéro 91 – Janvier – Février 1991
- *Problèmes économiques*, « Asie Centrale et Caucase : l'avenir incertain des économies rentières » Hebdomadaire n°2.819 du 30 juillet 2003
- *Courrier International*, « menace sur l'Asie Centrale : cinq républiques en quête d'eau » n°640 du 6 au 12 février 2003
- *Défense Nationale*, « l'Asie Centrale », juillet et août-septembre 2001
- *Le Monde* « dossiers et documents », « Asie Centrale », n°314 Nov 2002
- *Le courrier des pays de l'Est*, « numéro spécial : la Russie et les autres pays de la C.E.I. en 2003 »

ARTICLES DE PERIODIQUES ET REVUES EN LANGUE FRANCAISE

- RORET Jean, « L'or noir de la Caspienne », *Pétrole et Techniques*, n°394.
- ROY Olivier, « La formation d'un nouvel espace stratégique en Asie centrale », *Relations internationales et stratégiques*, I.R.I.S., n°5, printemps 1992.

OUVRAGES EN ANGLAIS

- GLEIK N.P., *Water in crisis. A guide to the world's fresh water resource*, Oxford, Oxford University Press, 1985;
- MACKINDER Halford, *Democratic Ideals and Reality, A Study in the Politics of Reconstruction*, London, 1919
- MAHAN Alfred, *The influence of Sea Power Upon History*, Boston, 1890
- MAHAN Alfred, *The interest of America in Sea Power*, Boston, 1897
- SPYKMAN Nicholas, *America's Strategy in World Politics. The United States and the Balance of Power*, Connecticut, Hamden, 1942
- SPYKMAN Nicholas, *The geography of the Peace*, New York, Harcourt and Brace, 1944

Les Etats d'Asie Centrale

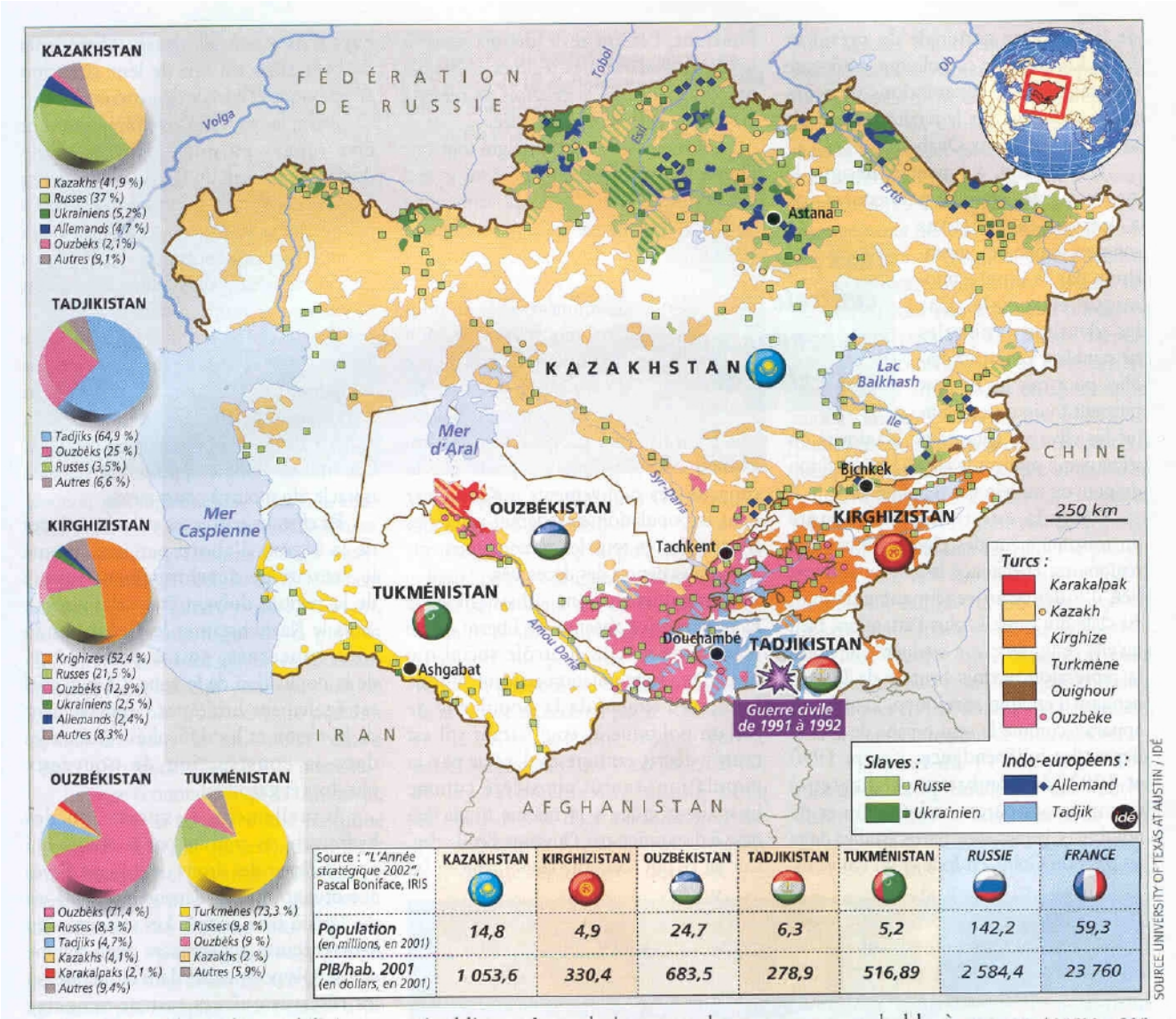
Commonwealth of Independent States - Central Asian States



Géographie physique de l'Asie Centrale



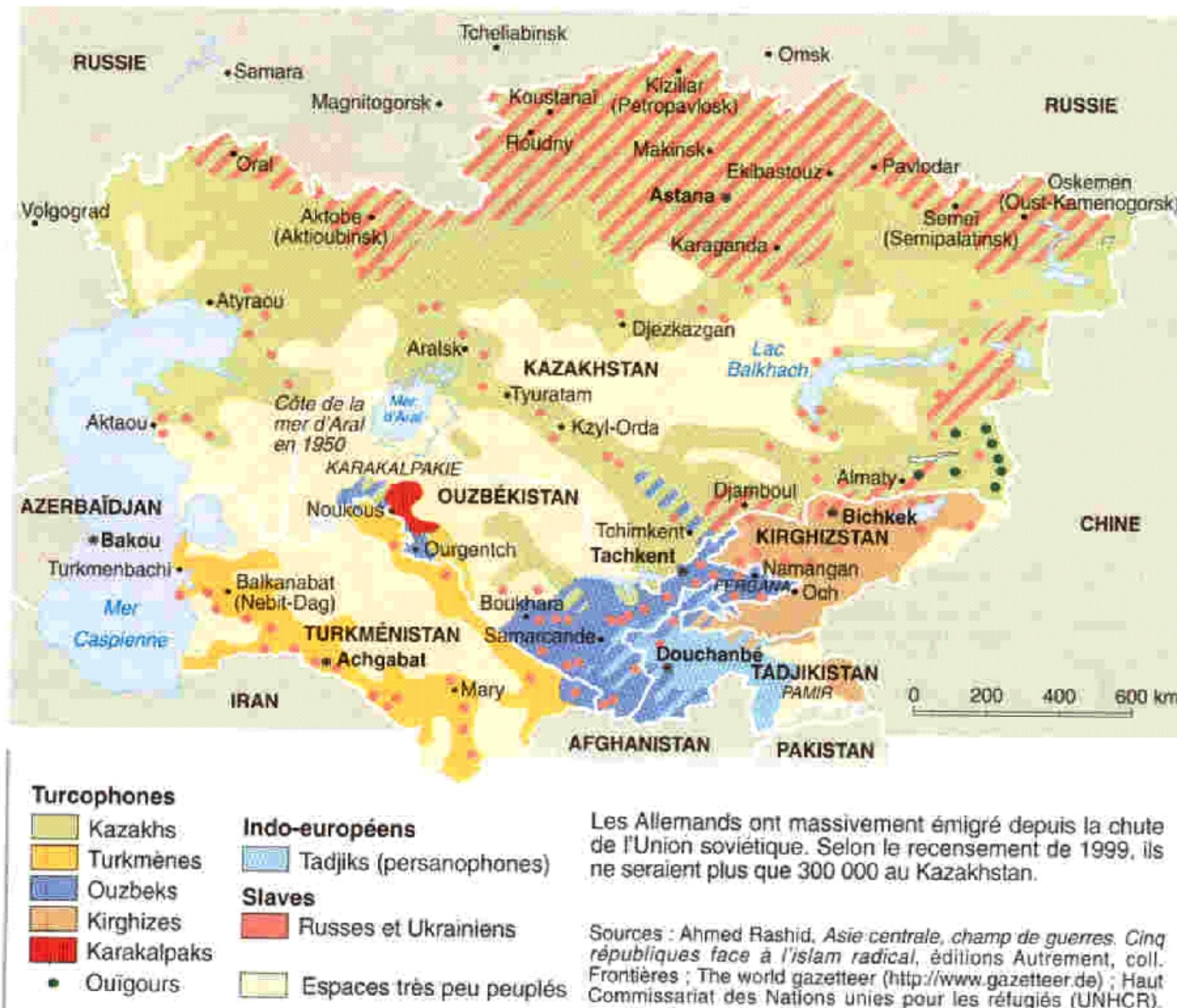
Composition ethnique en Asie Centrale



Répartition des populations et activités industrielles à risques écologiques en Asie Centrale



Mosaïque des peuples et zones de tensions en Asie Centrale



Mosaïque de peuples et zone de tensions en Asie centrale

Risques écologiques en Asie Centrale

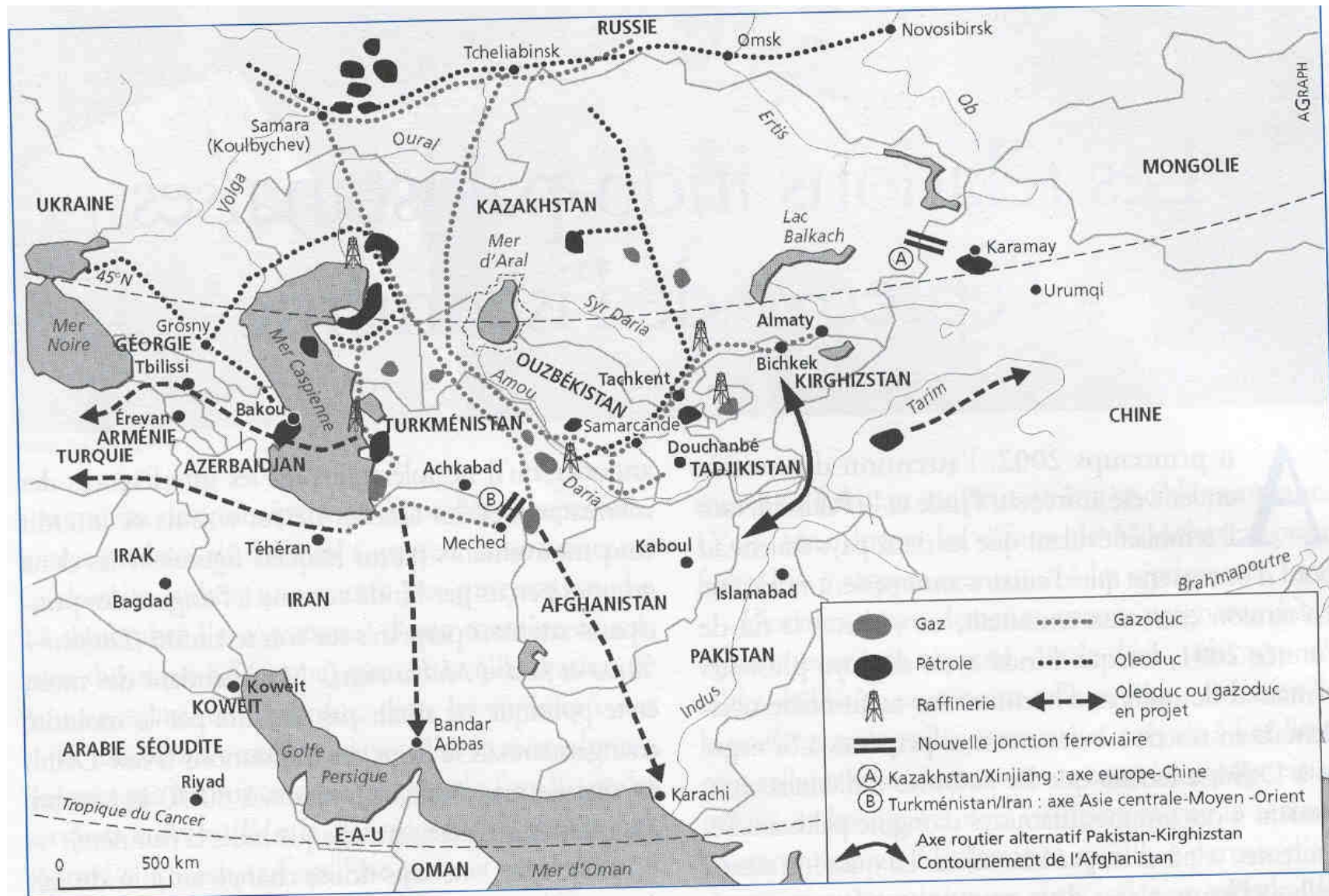


La bataille des liaisons eurasiatiques



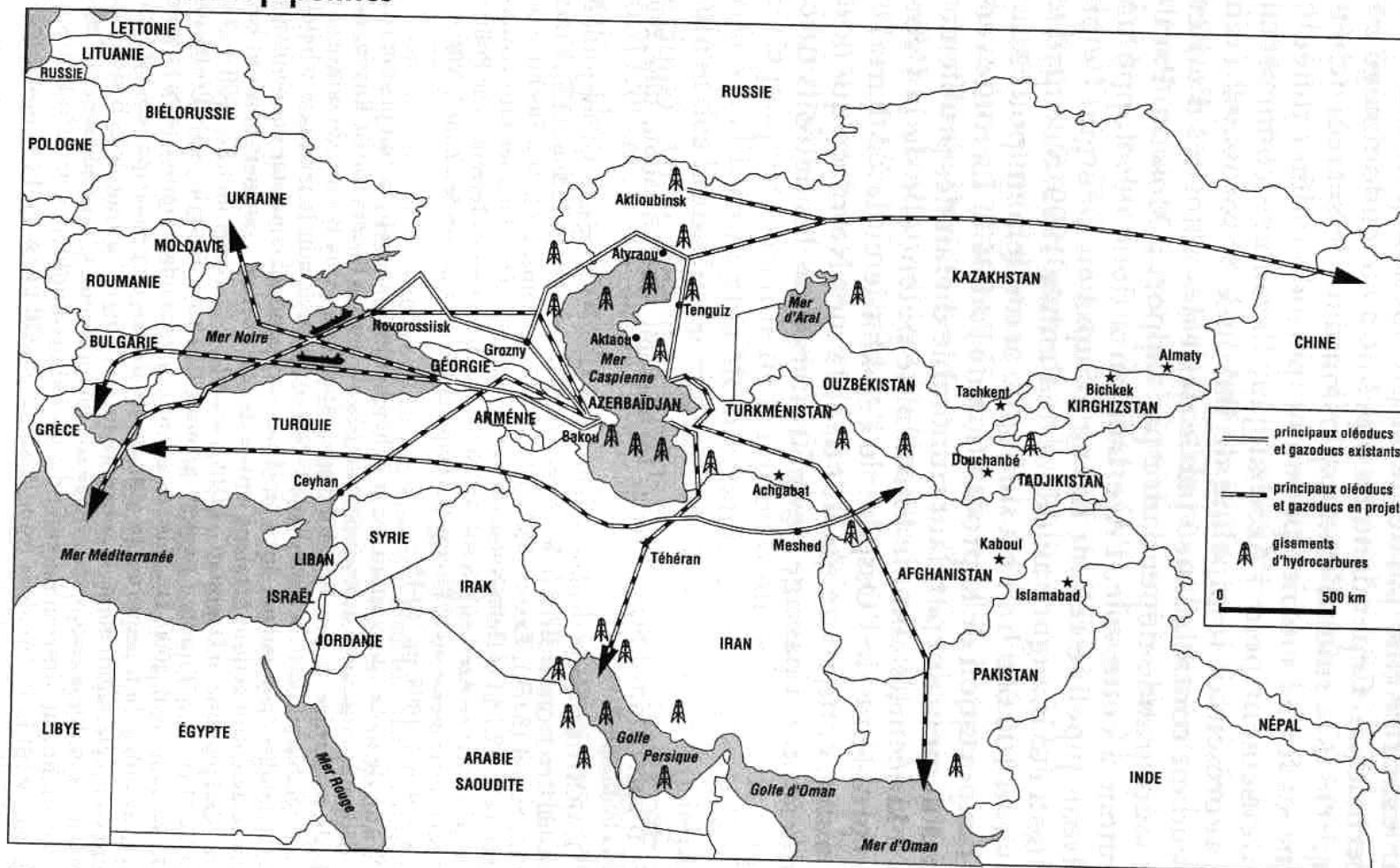
La bataille des liaisons eurasiatiques

Les projets de transits énergétiques et de transports en Asie Centrale



Les projets concurrentiels des voies d'acheminement de l'énergie en Asie Centrale

La bataille des pipelines



D'après «Les pays de la CEI», Ed. 1997, Paris, Documentation Française.